



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> Internationale

# BATIR LE PARTI

De l'exclusion de la S. F. I. O à l'entrée au P. S. O. P  
**Trois Années**

Voici trois ans paraissait le premier numéro de « La Commune ». Nous venions de sortir de la S.F.I.O. Les bolcheviks-léninistes se divisèrent sur le moyen de lier à eux, dans cette sortie de la S.F.I.O., l'aile gauche révolutionnaire, dont l'évolution à gauche fut arrêtée par la pression provoquée alors par le grand tournant à droite des réformistes et des stalinien. Le Front populaire naissait ; la « réconciliation nationale » se faisait à la Chambre entre Thorez, Blum et Ybarnegaray.

obligera d'ici peu les autres bolcheviks-léninistes groupés dans le P.O.I. de la prendre à leur tour. Le regroupement de l'avant-garde ne se fait pas dans un superbe isolement ou la manœuvre et la prétention trouvent aisément leur place.

## Les militants du P.C.I. adhérent au P.S.O.P.

Depuis 1934 sévit en France une crise sociale. A travers les flux et les reflux (coup de force fasciste du 6 février 34, grève générale victorieuse du Juin 36, défaite ouvrière du 30 Novembre 38), cette crise, dominée par la menace d'une guerre impérialiste, n'a comme issue possible que la victoire du fascisme ou la victoire de la révolution prolétarienne. La classe ouvrière a manifesté sa capacité de combat ; ses défaites proviennent non de la force propre de la bourgeoisie, mais de la trahison des partis, des directions syndicales, qui ont eu la confiance des travailleurs.

## Les rapports internationaux après Munich Où en sommes nous ?

MUNICH n'est qu'un commencement : Nous avons, au lendemain de Munich, précisé ce que nous entendons par « accord » n'accordait rien du tout. « Munich, écrivions-nous, précipitera les conflits sur le plan social et sur le plan des luttes impérialistes. Les événements, qu'il s'agisse du coup de barre à droite en France ou de l'aggravation de la tension en Méditerranée, n'ont pas tardé à nous donner raison.

s'agit pas, pour l'impérialisme italien, d'acquiescer ou non plus de richesses, mais de consolider rapidement, sous peine de tout voir s'écrouler, un Empire et un régime vacillants, etc., etc.



## Un complot policier se prépare

A répression s'allie avec brutalité. Près de 300 ouvriers de chez Renault condamnés pour l'exemple; les prisons bondées dans le Nord; des milliers de travailleurs déportés dans les camps de concentration; Daladier dénoncé par avance à Marseille.

Le processus de formation de l'avant-garde a été marqué cette année par un événement important : l'exclusion des rangs du P.S. de sa « gauche révolutionnaire » (qui, il y a trois ans, lors de l'exclusion des B.-L., était restée dans les rangs de la social-démocratie qu'elle espérait redresser), et la formation du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan.

Dès le début de l'activité de cette organisation, le P.C.I. a indiqué que le pas en avant constitué par la rupture avec le P.S. ne faisait que dégager aux camarades constituant le P.S.O.P. les problèmes de la révolution prolétarienne sur un plan nouveau, qu'il leur faudrait, pour ne pas retomber dans l'impasse social-démocrate, se développer sur les positions défendues par les B.-L. Le P.C.I. a également indiqué que les positions occupées actuellement par le P.S.O.P. correspondaient à celles de nombreux travailleurs rompant avec le Front Populaire et cherchant une plate-forme révolutionnaire solide.

Le véritable problème subsiste : Comment établir un nouvel équilibre interimpérialiste sans guerre mondiale, en cette période de crise économique et politique généralisée ?

## Chamberlain manœuvre

Ce problème n'est pas aisé à résoudre. On peut même affirmer qu'il apparaît chaque jour plus insoluble sur le plan capitaliste.

Tout se tient

C'est ainsi que dans le capitalisme déprimant, les difficultés à résoudre s'aggravent et se compliquent, faisant vite craquer les faibles cadres dans lesquels les diplomates, à Munich ou ailleurs, essaient de les faire rester provisoirement tranquilles !

Dans ces bouleversements mondiaux, le Parti Communiste Internationaliste a pris position et, malgré sa faiblesse numérique, a déployé des efforts extraordinaires pour orienter la lutte prolétarienne sur des positions marxistes. Par son journal, avec à certains moments une parution tri-hebdomadaire, par sa revue « La Vérité », par des brochures, par des réunions et assemblées, par ses manifestations publiques (démonstrations à l'Ambassade soviétique), par affiches, par tracts.

Les policiers préparent un complot. Hier, notre siège a été perquisitionné. Des lettres nous ont été prises. Des policiers, dans leurs propos, accusent notre camarade Jeanne Martin de la mort de un fils a déclaré que Klement était entré à Bayonne sous un faux nom. Quelles machinations de la Sûreté et du Guepéon préparent-ils ? Nous ne sommes pas de ceux qui se laissent démentir par des agents du Guepéon.

Après une longue discussion, les militants du P.C.I. ont estimé que le moyen le plus sûr de mener la lutte coudée à coudée avec les camarades du P.S.O.P.

Etant donné que les statuts du P.S.O.P. reconnaissent à tous les adhérents la libre expression de leurs positions, étant donné qu'une demande de fusion faite par le P.O.I. le P.S.O.P. a répondu par la proposition d'entrée sans condition des B.-L. du P.O.I. ; les membres du P.C.I. ont, après un référendum, considéré que, pour que le regroupement de l'avant-garde se fasse dans les conditions les meilleures, les plus rapides, ils devaient dissoudre leur organisation, rejoindre le P.S.O.P., et faire appel à tous leurs sympathisants pour suivre leur exemple.

Le capitalisme a si bien pillé certaines richesses naturelles, si profondément désorganisé l'économie mondiale, que chacun des grands brigands impérialistes doit obligatoirement, aujourd'hui, jouer serré ; il ne s'agit pas pour la France capitaliste, par exemple, de renoncer à telle ou telle contrée avec l'idée de se rattraper ailleurs, mais d'accepter ou non le dépeçement de son Empire sans espoir de se rattraper nulle part, il ne

La situation en Chine demeure aussi, nous n'avons cessé de le souligner malgré le silence de toute la presse, un élément décisif de la politique des grands brigands.

Tokio est, pour Berlin et Rome, un puissant atout dans la négociation avec l'U.R.S.S. que ne ferait Chamberlain par avoir d'Hitler la « promesse » qu'il arrangerait avec Tokio l'affaire chinoise, si menaçante pour les intérêts anglais en Extrême-Orient.

## Une page héroïque de la lutte révolutionnaire des ouvriers parisiens

# Renault, 23 Novembre 1938

L'USINE RENAULT constitue une véritable ville de près de quarante mille habitants, avec ses rues, leur système de signalisation, la police même des rues divisant en différents quartiers les ateliers.

REPROCHONS PAS AUX STALINIENS D'AVOIR DÉCLARÉ UN MOUVEMENT A L'EGREVE OU IL FALLAIT LE DÉCLARER, mais de l'avoir fait se dérouler de telle sorte qu'ils livraient les ouvriers au Comité des Forges !

Renault était impenable. Cette USINE-VILLE est située dans une agglomération parisienne des plus denses : les 35 à 40.000 ouvriers qu'elle contient, sont entourés d'une multitude d'usines qui englobent une quantité égale ou supérieure d'ouvriers. De plus, Boulogne est une ville très dense, où les maisons d'habitation contiennent une population de plus de 80.000 habitants.

Tout ce travail fut accompagné d'une délimitation idéologique, dans les conditions extrêmement difficiles d'un boycott des « officiels » de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce travail nous permit aussi de renouer bien des liens internationaux.

La bourgeoisie ne nous épargna pas sa répression ; elle se prépare même à l'amplifier.

La lutte en France a une importance décisive mondiale ; son issue dépend de la maturité politique du prolétariat, c'est-à-dire de la formation d'un parti révolutionnaire.

Malgré les événements gigantesques que nous avons traversés, c'est avec une progression lente numériquement et politiquement que se produit cette formation. On ne peut l'expliquer avant tout ni par la division des bolcheviks-léninistes ni par les qualités et défauts de l'un ou l'autre groupe.

Ce sont les conditions qui ont présidé à la naissance du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan ; ce sont ces conditions qui nous ont déterminés à penser que le regroupement révolutionnaire ne devait pas être entravé par des séparations organisationnelles favorisant l'esprit de boutique aux dépens de la critique révolutionnaire ; ce sont ces conditions qui ont amenés les membres du P.C.I. à décider de dissoudre leur organisation pour entrer dans le P.S.O.P., considérant que c'était la voie la meilleure pour faire assimiler leurs conceptions à l'avant-garde qui, aujourd'hui, se cherche et cherche sa voie.

L'organisation de la défité

La question de savoir qui a déclenché le mouvement à une certaine importance, dans le jeu parlementaire ; Daladier sait fort bien que les stalinien l'ont déclenché. Les stalinien savent fort bien que c'est eux qui ont déclenché le mouvement.

moment même où, dans les cercles dirigeants de la C.G.T., ils avaient décidé que la grève générale serait reportée à plusieurs jours, c'est-à-dire que l'on voulait briser la combativité des ouvriers de la région parisienne avant même la grève générale.

Chez RENAULT et BLOCH, c'est à la même heure que le mouvement fut déclenché ! Les « gouttes d'eau patronales » qui firent déborder le

Au temps où le parti communiste avait encore une orientation révolutionnaire, il avait sur Renault, comme dans la plupart des grandes usines de la région parisienne, des plans de combat. Ces plans, qui sont-ils ? Probablement maintenant, comme le plupart de ceux qui ont été fournis par les militants dévoués du parti communiste, entre les pattes du Guepéon pour les besoins de la politique extérieure stalinienne.

Chez RENAULT et BLOCH, c'est à la même heure que le mouvement fut déclenché ! Les « gouttes d'eau patronales » qui firent déborder le

Cette orientation nouvelle que nous abordons, nous sommes persuadés que la vie

1) Une brochure écrite par des grévistes, 0 fr. 50.

1) Une brochure écrite par des grévistes, 0 fr. 50.

1) Une brochure écrite par des grévistes, 0 fr. 50.

## A la recherche d'une politique

En Angleterre, Chamberlain fait de la corde raide, tiré à droite et à gauche. Il y a à la base de chauds partisans de la résistance à Hitler ; ils s'appellent avant tout sur les Etats-Unis. Il y a aussi des partisans de l'accord à tout prix avec Hitler ; ceux-là espèrent en compensation certaines tranquillités en Extrême Orient, et plus généralement acceptent de faire « la part du feu » sur le dos de l'U.R.S.S., de la France alliée, et des petits pays (Belgique, Hollande, Portugal, etc.).

Aux Etats-Unis, les tendances interventionnistes continuent à se heurter aux tendances isolationnistes.

Roosevelt, lui, préconise l'intervention, mais derrière Londres... qu'il encourage. Par ailleurs, les conversations se multiplient entre Moscou et Washington.

En France, nul n'ignore qu'au Conseil des Ministres, les plus graves divergences subsistent, tout le monde, pour finir, suivant Londres.

Renault était impenable

Au temps où le parti communiste avait encore une orientation révolutionnaire, il avait sur Renault, comme dans la plupart des grandes usines de la région parisienne, des plans de combat. Ces plans, qui sont-ils ? Probablement maintenant, comme le plupart de ceux qui ont été fournis par les militants dévoués du parti communiste, entre les pattes du Guepéon pour les besoins de la politique extérieure stalinienne.

## Dédié aux ouvriers de chez Renault, matraqués, gazés et emprisonnés, et aux travailleurs licenciés et révoqués

Manifestation à Ajaccio le 4 Décembre

Meeting à Tunis, le 11 Décembre

« Le secrétaire des Jeunes Communistes était assis entre le délégué du P.S.F. et celui du P.P.F. Chacun pressait zénonnant, heureux de sentir apaisées les inimitiés quotidiennes. »

« Paris-Soir », 12 décembre 1938.

« Le Temps », 6 décembre 1938.

« Paris-Soir », 12 décembre 1938.

« Paris-Soir », 12 décembre 1938.

# Les bonzes syndicaux après leur "victoire"

Devant la défaite, les dirigeants de la C.G.T., résolument, sauver leurs meubles, c'est-à-dire de s'entendre sur une tactique qui limiterait les pertes de cotisations. L'arbitrage confédéral fut réuni lundi 5 décembre pour examiner la situation. Jouhaux commença par donner le ton. Pour empêcher la débâcle totale, il faut, dit-il, qu'on ne se livre pas au petit jeu de rechercher les responsabilités des autres pour essayer d'éviter de voir les siennes propres.

Tout le débat (dont on n'a d'ailleurs qu'un compte rendu officieux) se porte sur la seule préoccupation : pas d'historique sur le passé, le ne dirait rien, je compte sur toi pour en faire autant.

De la défaite, les travailleurs ont immédiatement rejeté la responsabilité personnelle sur Jouhaux, dont chacun se souvient à ce moment de sa maîtrise à torpiller les grands mouvements de la classe ouvrière. Aussi, c'est Frachon qui, par son vote à son secours et qui dénonce avec véhémence toute campagne contre Jouhaux. Il n'y a qu'un point sur lequel nous sommes d'accord : ce n'est pas Jouhaux seul qui est à mettre en cause, ce sont tous les dirigeants de la C.G.T., du P.C. et du P.S.

Toutes les interventions sont dans la ligne déclinée par Jouhaux. Dumoulin intervient le premier pour rassurer les staliniens : il n'est pas venu pour « lancer des accusations ». Le débat le plus important porta sur l'abandon ou non de certains « mandats » (Conseil national Economique, etc.). C'est visiblement à regret que les bonzes syndicaux s'y résignent ; ils n'attendent qu'une occasion pour recommencer.

Le Front populaire ne trouve plus comme défenseurs que les staliniens Frachon, Sémand et Reynaud. C'est même Frachon qui ose déclarer que la classe ouvrière serait battue si elle repoussait « les appuis qui s'offrent à elle et qui se manifestent jusque dans les rangs mêmes du parti du président du Conseil ».

Vis-à-vis de l'Etat, on sent chez tous un respect sacro-saint, et c'est pour cela qu'ils voudraient rester dans ses organismes. Certains en viennent presque à regretter Doumergue, car le 12 février, le gouvernement était neutre. Il ne s'est pas laissé aller à la répression que nous venons de connaître.

Sans vouloir insister plus longuement sur telle ou telle intervention, venons-en maintenant à la résolution unanime adoptée par la C.C.N. de la C.G.T.

La résolution rappelle le caractère du mouvement du 30 : « uniquement dirigé contre les décrets-lois », et ose ajouter qu'on observe « le recul déjà marqué par le gouvernement à l'égard des dispositions arrêtées par lui ». Ou est ce recul ? Dans l'emprisonnement de milliers de travailleurs ? Dans les centaines de milliers de licenciés ?

Ensuite, le C.C.N. « approuve SANS RESERVES la Commission Administrative, les Fédérations et le Bureau Confédéral pour les décisions prises en ce qui concerne la date de la grève, la méthode d'action mise en œuvre et l'attitude d'ordre et de discipline recommandée aux travailleurs ». Donc, pas d'équivoque possible, ne permettons pas demain aux staliniens des méfaits de dénoncer les belinistes des P.T.T. Ils ont tous été d'accord pour dire que tout avait été très bien décidé : grève de 24 heures seulement proclamée 5 jours avant son déclenchement, mot d'ordre : restez chez vous, pas de meeting, de manifestation, pas de piquets de grève. Aucun des défenseurs de la direction confédérale n'a maintenant le droit de venir avec des arguments comme : on a eu tort de prévenir le gouvernement 5 jours à l'avance.

Le C.C.N. proteste ensuite contre la réquisition de la C.G.T. et les travailleurs « espèrent que le fait de passer à la grève de telles dispositions n'a pas dans le cas d'une tension extérieure ». Au C.C.N., on n'oublie pas la défense nationale.

Contre la répression qui sévit, le C.C.N. a trouvé une réponse magnifique : les militants « suspendront leur participation aux organismes publics de collaboration, mais demeureront à leur poste là où ils assurent directement la défense des intérêts ouvriers ». Autrement dit, il y a des organismes où l'on fait autre chose que défendre les intérêts ouvriers, c'est-à-dire où l'on rend directement service à la bourgeoisie.

Mais il y a des mouvements qui durent. La décision : quoi qu'il arrive, 24 heures de grève et ensuite au travail, n'a pas été suivie dans un certain nombre de villes et d'industries ; les provocations patronales ont fait rebondir certains conflits.

Devant la situation générale, nationale et internationale, le C.C.N. considère que les troubles sociaux engendrés par la répression gouvernementale et patronale doivent prendre fin au plus tôt afin de redonner au pays le calme dans la production dont il a un besoin urgent.

C'est clair : il faut savoir terminer les grèves ou la résistance au licenciement. Il faut de l'ordre et de la production, ce n'est pas Daladier seulement qui le dit, c'est aussi Jouhaux et Frachon.

Et le C.C.N., toujours unanime, propose ses bons offices afin « d'engager toute discussion utile pour mettre un terme au conflit actuel ». Mais la bourgeoisie ne discute pas avec ceux qui ont conduit le prolétariat à la défaite ; elle exploite sa victoire, elle sait qu'elle peut demain à nouveau compter sur les canailles qui dirigent le mouvement ouvrier.

Le C.C.N. n'a pas voulu rechercher les responsabilités. Les bonzes ne voulaient pas se faire harakiri. C'est aux travailleurs à ne pas quitter les syndicats, mais à y faire passer d'autres dirigeants qui n'ont été que les organisateurs de la défaite.

## Clichy

### Un étrange manifeste

Des camarades disent aux membres du P.S.O.P. : faites attention aux bolcheviks-léninistes, ils sont très dangereux. D'où vient donc ce danger de camarades qui ne cachent pas leurs opinions : c'est que ces opinions ne laissent aucune place à l'équivoque. Et si certains les combattent, c'est pour mieux faire passer un message à la classe de commun avec la pensée révolutionnaire. Ainsi à la section du P.S.O.P. de Clichy, on a publié un numéro spécial d'un « Manifeste du P.S.O.P. Section de Clichy » qui est... disons formidable.

On y trouve rien de marxiste, rien de révolutionnaire, mais on y a délayé sur deux grandes pages la dernière pondération idéologique de Valois : le syndicalisme des communistes (1) et l'économie distributive (2) D'un bout à l'autre, l'action de classe est mise au rancart ; on peut former des syndicats et des partis, mais la lutte est inégale ; l'action révolutionnaire (qualifiée en plus de guerrière), c'est un manque d'imagination ; la lutte de rues est, en général, la plus grande duperie, etc., etc.

Ce manifeste propose « une révolution juridique » la promulgation par décret du Président de la République d'un droit économique nouveau, le boycott des impérialismes fascistes par les impérialismes encore démocratiques (faites très vite, c'est-il écrit, sinon vous perdrez et la face et l'argent et la Liberté).

Cet appel est adressé aux citoyens « de toutes conditions ». Il y a, au P.S.O.P. de Clichy, des socialistes qui, nous le verrons, n'ont aucune illusion sur des déclarations de cet ordre et défendent des positions de classe.

# Nous n'avons pas été vaincus...

## Jouhaux, Thorez et Blum sont les organisateurs de la défaite

Contre les décrets-lois Daladier-Reynaud, les travailleurs étaient unanimes, décidés à la résistance. Face aux provocations que constituait l'application de ces décrets, les ouvriers débrayaient unanimes chez Hutchinson à Puteaux, chez Caill à Denain, dans la métallurgie et les mines de Valenciennes et d'Anzin, dans les pétroles de la Basse-Seine. Chez Renault, à Billancourt, ils opposèrent des heures d'une résistance héroïque contre une police sauvagement déchaînée, déversant des gaz lacrymogènes.

Quels que soient les procédés équivoques des staliniens, exploitant la colère ouvrière pour se livrer à des opérations politiques sur le dos des ouvriers, ces luttes témoignaient de la volonté de combat certaine des travailleurs.

Comment donc a-t-il pu néanmoins se faire qu'en moins d'une semaine, la situation se transforme pour aboutir à une défaite aussi grave que l'a été la journée du 30 novembre ? Ne parlez pas de défaite, diront quelques poltrons, vous allez servir la bourgeoisie. La classe ouvrière n'a pas besoin du bourrage de crânes à la manière de celui semé par « Le Soir » (la grève du 30 novembre dépasse en importance celle du 12 février 1934), et « l'Humanité » (Un magnifique mouvement). Pour affronter les pires difficultés et pour vaincre, elle a besoin de connaître la vérité, si amère soit-elle.

Défaite ? Oui. Pas même parce que le gouvernement crie victoire sur un complot inexistant, mais parce que les décisions syndicales n'ont pas reçu d'exécution dans des industries aussi importantes que celle des chemins de fer, des postes, des services publics, chez les fonctionnaires, etc... Des centaines d'emprisonnements, des mois de prison aux grévistes de chez Renault, des licenciements par milliers, le lock-out chez Renault, Liégeois, Bloch, la Lorraine, Farman, Morane, etc... Une débâcle de cet ordre ne s'explique pas seulement par l'importance des mesures de contrainte gouvernementale. Il n'est pas vrai que le gouvernement était très fort. Au contraire, il était si faible qu'il hésita plus d'un mois à prendre ces décrets-lois. Pour préparer la revanche d'une journée aussi noire, il faut rechercher chez soi les causes d'une faiblesse qui doit être de courte durée, il faut balayer devant sa porte.

## Le coupable, ce n'est pas le lampiste

Devant le désastre, en face des militants de base venus dans les bureaux crier leur indignation, les bonzes syndicaux ont lancé quelques-unes des explications et des défenses qu'ils emploieraient largement demain.

Comme après la défaite de 1920, ils vont nourrir, développer l'hostilité entre travailleurs de l'industrie privée d'une part, et travailleurs des services publics et fonctionnaires d'autre part. « Ce sont des lâches, ils manquent de courage, etc... », voilà des propos qu'on ne manquera pas d'entendre.

D'autres diront aussi : « C'est la faute des masses. Si elles avaient eu du courage, peu aurait importé que la grève ait eu lieu sept jours plus tôt ou sept jours plus tard ».

On viendra vous dire aussi : Il n'y avait pas l'unité de la classe ouvrière.

Mensonges ! Mensonges ! Mensonges ! La classe ouvrière n'était pas divisée sur la question des décrets-lois ; les travailleurs attendirent, le premier jour où ces décrets parurent, l'ordre d'engager le combat ; quelques jours avant le 30 novembre, les cheminots manifestèrent dans les gares de Paris. La manifestation de rue des grévistes Hutchinson, la résistance héroïque des grévistes de chez Renault ont une réponse aux injures des bonzes rivés à leurs fauteuils. Dans les premières escarmouches, la classe ouvrière manifestait encore plus de combativité qu'en Juin 36 ; ce sont ces bonzes qui ont insufflé la peur, qui ont ordonné la passivité.

Ce n'est pas le lampiste qui est responsable de la catastrophe ; ce n'est pas à lui de servir de bouc émissaire.

## La défaite fut organisée par tous les dirigeants ouvriers

La défaite fut organisée par tous les dirigeants ouvriers. Les décrets-lois ont été imposés par le gouvernement, mais ils ont été appliqués par les dirigeants ouvriers. Les décrets-lois ont été imposés par le gouvernement, mais ils ont été appliqués par les dirigeants ouvriers. Les décrets-lois ont été imposés par le gouvernement, mais ils ont été appliqués par les dirigeants ouvriers.

# Dans la presse des tendances du mouvement ouvrier

## La Grève du 30 Novembre

Un événement de l'importance du mouvement contre les décrets-lois oblige chaque courant ou tendance du mouvement ouvrier à se situer, puis à apporter ses conclusions et qui permet de mieux en dégager les traits et l'orientation.

Rien n'est aussi significatif du vide des tendances qui gravitent autour du réformisme syndical. Nous mettons sous cette appellation non seulement « Syndicats », mais aussi « le Libérateur » et « la Révolution prolétarienne » — dont les rédacteurs avaient, à Nantes, fait bloc avec les belinistes. Dans « le Libérateur », on trouve quelques imprécisions antistaliniennes, c'est tout et c'est peu.

Dans « la Révolution prolétarienne », outre les dissertations confuses à souhait de Leuzon, on trouve une courte note signée Dumoulin. Appréciation du résultat : « Demi-échec, Demi-victoire ». Ou est la « demi-victoire » ? Pas un mot sur la préparation, pas un mot sur la tactique suivie. Pas un mot contre la direction confédérale. Une charge manquée contre les staliniens. Une définition stupide du syndicat : « (Le Syndicat et la C.G.T.) se doit être le groupement sélectionné des volontaires qui se portent en avant et se battent pour les autres. La grève générale a été une belle démonstration de cette idée ». Drôle d'idée qui aboutit, dans sa pratique, à diminuer le nombre des sélectionnés des volontaires. La conclusion traditionnelle : « la C.G.T. doit recouvrer son indépendance », sans qu'on sache ce que cela veut dire.

A « Syndicat » également, sous la signature de Froideval, le mouvement du 30 novembre a été un « demi-succès » ou un « demi-échec ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

Dans l'organe de Belin et Dumoulin, écrit au moment où se tenait le C.C.N., on suit la tactique développée à l'assemblée : soutien de Jouhaux qu'on espère mettre dans son jeu, appel à l'unanimité dans la C.G.T., et allusions très volées contre les staliniens.

Un dessin montre un Jouhaux souriant déclarant : « Ah ! que j'en ai vu mourir des ministères depuis trente ans que je suis là ». Il doit plutôt dire : « Ah ! que j'en ai fait avorter des mouvements de masse depuis trente ans que je suis là ».

On est très soucieux à « Syndicats » de « l'indépendance du syndicalisme », mais on oublie tout à fait que des centaines de milliers de travailleurs se trouvent chassés de leur emploi, que des mouvements ont continué dans de nombreuses villes, que la classe ouvrière se trouve devant une situation aggravée. Au lendemain du 30 novembre, « Syndicats » qui affectait d'être syndica-

a) Dès juillet, Daladier, par ses discours, annonce des mesures anti-ouvrières ; il ne reçoit pour réponse que des discours. Quand les décrets paraissent, quand ils commencent à entrer en application, la C.G.T. décide d'élever une protestation, de lancer un avertissement. A Nantes, il avait été dit à la tribune, avec l'approbation de la quasi-unanimité du Congrès, que la C.G.T. ne voulait pas faire la révolution ni prendre le pouvoir. On ignore à quel point l'avertissement.

b) Mais Daladier, encouragé par ces recules, poursuit ses actes. Il fait évacuer Renault à l'aide de gaz lacrymogènes. Les chefs syndicaux ont divisé les ouvriers de cette forteresse, qui ont préparé l'évacuation et ont libéré ainsi les ouvriers, atelier par atelier à la police, continuent à diviser la classe ouvrière, tout en palabrant sur l'unité, en renvoyant à cinq jours de distance, un « avertissement », une grève de 24 heures, sans objectif concret, mais en spécifiant que « quels que soient les événements et les circonstances, le travail reprendra partout le jeudi 1<sup>er</sup> décembre ». Cette décision était un avertissement au gouvernement suivant lequel il pouvait employer ces cinq jours à briser la grève par tous les moyens, il pouvait impunément recourir à la troupe, à la police, aux gaz, aux arrestations, aux renvois, au lock-out ; les organisations ne bougeraient pas.

c) Pendant ces cinq jours, la C.G.T. ne fit que rester sur la défensive. Les ouvriers étaient appelés au calme, au calme et toujours au calme. Aucune agitation intense pour la grève ; il ne fallut aucun piquet pour empêcher les jaunes de travailler, aucun meeting, aucune manifestation. En même temps, la C.G.T. chargée Frossard de négocier avec le gouvernement pour aboutir à un compromis afin d'éviter même la grève de 24 heures. Les dirigeants de la C.G.T. croyaient à la bataille comme à la galejad marseillaise « on ne retient pas ici », pendant que le gouvernement prenait mesures sur mesures, s'entendait avec les organisations fascistes, avec les syndicats professionnels, assurait la collaboration de la police avec ces ennemis de la classe ouvrière pour organiser l'échec de la grève.

d) La C.G.T., le P.C. et le P.S. crient à l'illégalité des mesures de réquisition du gouvernement et ergotent sur le texte des décrets très retentissants. Mais ils oublient de dire que ces décrets sont basés sur la loi du 18 juillet 1938 sur la nation armée, l'ancien projet Paul-Boncour, voté par le Parlement unaniment, de Thorez à Marin et de Cachin à Millerand. Ils oublient de dire qu'en septembre dernier, ils ont encouragé les travailleurs à suivre avec zèle les mesures de réquisition prises par le gouvernement pour la préparation d'une nouvelle bocherie. La collaboration de septembre dernier à l'Union sacrée a préparé la capitulation devant les décrets-lois deux mois plus tard.

e) Ils dénoncent l'intervention des forces armées, la présence de mitrailleuses dans les dépôts d'autobus. Mais les travailleurs des services publics se rappellent comment ces mêmes bonzes ont torpillé voici un an leur grève magnifique engagée avec force, unaniment et rapidement. Mais les travailleurs se souviennent que pendant ces dernières années, ces canailles ont enseigné aux fils d'ouvriers et de paysans encasernés à obéir aux « officiers républicains », à s'adresser avec confiance au « père Daladier », derrière lequel ils défilaient en 1935 aux cris de « Daladier au pouvoir ».

Et qui a trompé les ouvriers par le mot d'ordre « la police avec nous » ? Ou à enrégimenter des ouvriers organisés dans les rangs de la police pour qu'ils matraquent par la suite les travail-

## Avec les peuples coloniaux...

Echange d'impressions entre patriotes français et italiens. La Tunisie, la Corse, Djibouti, sont convoités par l'impérialisme italien affamé. Chacun invoque des « droits » qu'il affirme légitimes et imprescriptibles.

Ces « droits », ce sont ceux acquis par les pillages, les tortures, les assassinats de milliers d'êtres humains nés sur les terres d'Asie et d'Afrique. Les populations indigènes vaincues ont été exploitées de façon beaucoup plus odieuse que ne le sont les travailleurs européens.

Les impérialismes se disputent le « droit » d'exploiter les peuples coloniaux, leur sol et leur sous-sol.

Le prolétaire ne doit être complice de l'exploitation capitaliste dont il est lui-même l'objet. Il ne doit pas prendre le parti de son impérialisme. Nous ne voulons pas défendre les rapines de nos exploitateurs en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, en Indochine, etc... Nous ne pourrions pas être libres tant que ces peuples seront exploités.

Nous n'implorons pas non plus les brigands impérialistes français à se montrer plus « compréhensifs » envers les exploités des colonies pour les intéresser à se faire tuer au profit du drapeau tricolore contre les prétentions d'autres exploités. Nous ne sommes pas partisans de donner, comme le fait « El Ouma », journal du Parti Populaire algérien succédant à l'Etoile Nord-Africaine dissoute, des conseils à la démocratie française pour déjouer les ambitions fascistes.

leurs en lutte ? Ces mêmes « chefs » qui n'ont de confiance que dans les palabres parlementaires et ministérielles.

f) Tous ces organisateurs de la défaite ont, au début même de la journée du 30 novembre, accentué le trouble, le désarroi et la division dans les rangs ouvriers, en donnant des ordres de rentrée, à des heures différentes, corporation par corporation. Ceux qui étaient partis en grève, ceux qui cherchaient à déclencher la grève au sein des entreprises, se trouvaient en face d'un mouvement fragmenté par les bureaucrates qui, de leurs bureaux bien chauds, faisaient rentrer le métré à 8 heures, les employés à 9 heures, les P.T.T. à 11 heures, les taxis à 13 heures, etc... Ils parlent toujours d'unité ouvrière sur les tréteaux ; dans les actes, ils n'apportent que la division et la défaite.

## Des milliers de militants sacrifiés pour la «défense nationale»

DALADIER et Reynaud ont invoqué la défense nationale pour justifier leurs mesures de spoliation des masses travailleuses. Mais cette même « défense nationale » — c'est-à-dire la défense de la propriété des capitalistes de France — voici trois ans que, pour elle, les Jouhaux, les Thorez et les Blum ont fait accepter des sacrifices aux ouvriers qui menaçaient l'existence du régime capitaliste.

En juin 36, il a fallu « savoir terminer une grève » (Thorez), puis il a fallu faire la pause (Blum) ; la C.G.T. a versé à l'emprunt de la défense nationale ; l'aviation acceptait en avril dernier les 45 heures (sentence Jacomet) ; en septembre, la grève du bâtiment parisien était liquidée en moins de 24 heures pour préparer la défense passive... Tous ces sacrifices ont préparé ceux que Daladier et Reynaud exigent aujourd'hui. Ne permettez pas à ces canailles de tirer chacun leur épingle du jeu en rejetant la responsabilité sur le voisin. Thorez dira : si Blum n'avait pas dit cela, Blum répliquera : si le parti communiste n'avait pas fait cela ; Jouhaux insinuera : si l'unité n'avait pas été cela... En réalité, ces messieurs n'ont fait que se disputer le travail ; ils ont également préparé, organisé la défaite ouvrière, parce que tous ensemble ont utilisé la classe ouvrière non pour la défense des intérêts des exploités mais pour prolonger l'existence du régime capitaliste, pour sauver celui-ci.

Mais la crise du régime capitaliste ne donne pas d'autre solution que le maintien de ce régime sous la dictature fasciste préparée par des gouvernements à caractère bonapartiste, policier, comme celui qu'instaure maintenant Daladier ou le triomphe de la révolution prolétarienne ouvrant la voie au socialisme ; il n'y a aucune place pour la rénovation de la démocratie bourgeoise que prétendait réaliser le Front populaire ; celui-ci ne peut servir que de fourrier au fascisme.

La défense nationale que prônent ces serviteurs du capitalisme dans les rangs ouvriers exige aujourd'hui le sacrifice des conquêtes sociales comme il exigera demain le sacrifice de la peau de millions de prolétaires. Pour préparer le carnage futur, ils ont affirmé encore une fois à Nantes qu'ils demanderaient aux travailleurs des sacrifices et ils ont préparé le terrain par un mouvement qui a libéré un grand nombre de militants (dont beaucoup avaient dénoncé l'opération) à la répression patronale et gouvernementale, cherchant ainsi à diminuer leur capacité de combat, leurs liaisons avec les entreprises, en les atteignant dans leurs conditions d'existence.

## Un exemple à suivre

### La résolution de la section syndicale de l'usine Carimantrant

Nous avons recu pour publication la résolution suivante d'une usine de métallurgie des Lias. Elle situe les responsabilités et apporte des propositions. Chaque révolutionnaire suivra cet exemple après de ses camarades d'atelier.

La section syndicale de la maison Carimantrant (matériel d'aviation), réuni le mercredi 7 décembre 1938, après avoir examiné les conditions et les résultats du mouvement de grève générale de 24 heures du 30 novembre 1938 lancé par la Confédération Générale du Travail pour protester et exiger l'abrogation des décrets-lois, constate :

1° L'échec complet de la grève dans les services publics et les fonctionnaires, l'alimentation, y compris les coopératives, les employés, les transports, en particulier à Paris.

2° Grève partielle dans les autres corporations sauf la métallurgie et le bâtiment, dont le mouvement a atteint 75 % des effectifs.

3° Licenciements massifs, application des mesures répressives dans les entreprises, magasins, chantiers, etc... reculs sur les avantages acquis en juin 1938, offensives patronales et gouvernementales.

Devant ce résultat, conséquence de deux ans de pause, de conciliations, de collaboration d'union sacrée, qui supprime toute possibilité d'éducation syndicale et de lutte de classe, ne réclamant et n'essayant que calme et discipline, l'assurance de la défense nationale, la garantie de la propriété et la participation aux emprunts bourgeois.

erroné. Ce sont les staliniens qui, pour les principales grèves, sont à l'origine ; ils n'ont eu qu'à pousser légèrement le mécontentement des travailleurs ; mais ils l'ont fait de façon très limitée, ont strictement circonscrit les grèves, y sont parvenus en même temps qu'ils obtenaient en général sans difficultés grandes l'évacuation.

L'erreur formidable de « la Lutte Ouvrière » se manifeste dans la formule qui domine la seconde page : « Dans l'industrie privée, les travailleurs ont ouvert la voie pour une résistance efficace à l'offensive capitaliste ». On y sépare, comme dans toute l'analyse, les corporations et industries ; or, la grève générale, ce n'est pas la grève des métaux, plus la grève du bâtiment, plus la grève des cheminots, plus, etc... c'est un mouvement global de la classe, indépendamment de professions particulières. Faire le cloisonnement par profession, c'est tomber dans le panneau des bonzes qui fragmentent toujours la classe (depuis les « vagues d'assaut » de 1920, jusqu'à la liberté donnée le mercredi matin à chaque Fédération de mener le mouvement pour son propre compte).

Seulement, le mouvement du 30 novembre, nous disons, n'a pas ouvert la voie, mais a abouti à un enfoncement du front ouvrier. Et la tâche des militants est de définir et de préparer une nouvelle ligne de résistance, qui se trouve en arrière de juin 36. L'analyse faite par « la Lutte Ouvrière » n'y contribue pas beaucoup.

« D'abord la grève générale du 30 novembre a-t-elle été un échec ? On ne peut pas répondre par oui ou par non. »

On ne peut dire ni oui, ni non ? Peut-on répondre oui ou non aux questions suivantes : Les décrets-lois subsistent-ils ? Des milliers de travailleurs sont-ils sur le pavé ? Les conventions collectives ont-elles pratiquement été détruites après le 30 novembre ? La classe ouvrière a-t-elle des positions meilleures qu'avant le 30 novembre ?

Relier la grève du 30, que l'on qualifie par ailleurs de « demi-échec » tout comme les bonzes de « Syndicats », aux grèves qui étaient nées dans la région parisienne et le Nord, c'est juste. Dire que ces luttes témoignaient de la volonté de combat des travailleurs, oui. Mais écrire : « Les ouvriers réagissant spontanément, mais avec un sens de classe aigu ; ils occupaient les entreprises, cherchaient la liaison entre elles... », c'est

## La résolution de la section syndicale de l'usine Carimantrant

Nous avons recu pour publication la résolution suivante d'une usine de métallurgie des Lias. Elle situe les responsabilités et apporte des propositions. Chaque révolutionnaire suivra cet exemple après de ses camarades d'atelier.

La section syndicale de la maison Carimantrant (matériel d'aviation), réuni le mercredi 7 décembre 1938, après avoir examiné les conditions et les résultats du mouvement de grève générale de 24 heures du 30 novembre 1938 lancé par la Confédération Générale du Travail pour protester et exiger l'abrogation des décrets-lois, constate :

1° L'échec complet de la grève dans les services publics et les fonctionnaires, l'alimentation, y compris les coopératives, les employés, les transports, en particulier à Paris.

2° Grève partielle dans les autres corporations sauf la métallurgie et le bâtiment, dont le mouvement a atteint 75 % des effectifs.

3° Licenciements massifs, application des mesures répressives dans les entreprises, magasins, chantiers, etc... reculs sur les avantages acquis en juin 1938, offensives patronales et gouvernementales.

Devant ce résultat, conséquence de deux ans de pause, de conciliations, de collaboration d'union sacrée, qui supprime toute possibilité d'éducation syndicale et de lutte de classe, ne réclamant et n'essayant que calme et discipline, l'assurance de la défense nationale, la garantie de la propriété et la participation aux emprunts bourgeois.

Devant ce résultat, conséquence de deux ans de pause, de conciliations, de collaboration d'union sacrée, qui supprime toute possibilité d'éducation syndicale et de lutte de classe, ne réclamant et n'essayant que calme et discipline, l'assurance de la défense nationale, la garantie de la propriété et la participation aux emprunts bourgeois.

Devant ce résultat, conséquence de deux ans de pause, de conciliations, de collaboration d'union sacrée, qui supprime toute possibilité d'éducation syndicale et de lutte de classe, ne réclamant et n'essayant que calme et discipline, l'assurance de la défense nationale, la garantie de la propriété et la participation aux emprunts bourgeois.



Les décrets-lois, ça ne fera que 5 sons de plus pour chacun, prétexté, ce qui n'est pas beaucoup pour ce qu'il a sur sa table.



La grande pénitence, c'est pour les travailleurs, mais pas pour la gueule du Président de la Commission des Finances du Sénat.





# lisé, discipliné et enrayé

## Chez les employés parisiens grandit la minorité révolutionnaire

Il n'y eut pour ainsi dire aucune tentative de faire grève. Brisés depuis 2 ans par les licenciements massifs, imprégnés par une propagande de collaboration de classe continue tant par leurs journaux de sous-section que par l'activité générale, sans objectif, la rentrée eut lieu en masse par les nombreuses issues dont disposent ces usines du commerce. Il y eut quelques noyaux dispersés qui respectèrent le mot d'ordre, mais la direction syndicale, sentant le vent, envoyait rapidement des emissaires invitant à rentrer.

La politique du moindre mal trouve toujours sa justification. Le plus curieux, c'est l'aveu que firent la majorité des délégués des principales sous-sections, qui avouèrent que même s'ils n'avaient pas eu l'ordre du syndicat, ils seraient allés quand même rentrés... Et ce sont ces mêmes délégués qui, pour expliquer l'échec, estiment que la masse manque d'éducation syndicale.

A ces braves camarades qui, honnêtement, affichent ainsi leurs sentiments, il serait peut-être nécessaire qu'ils commencent par s'éduquer eux-mêmes et justifient par leur action personnelle les conceptions qu'ils veulent apprendre aux autres.

### Les calico's réagissent

L'ASSEMBLÉE d'Etude des Employés s'est tenue les dimanches 27 novembre et 4 décembre. Entre les deux séances, la grève du 30 est venue transformer totalement la physionomie des débats. Les délégués, dans la grosse majorité, étaient déçus à obtenir des éclaircissements sur ce qu'on est convenu d'appeler les causes de l'échec du 30 novembre.

Un groupe de délégués agissant soit au nom de leurs sous-sections, soit en leur nom personnel, déposèrent une motion d'action générale de lutte de classe et se sont révélés être un noyau très important d'opposition-

nels ayant la ferme résolution de dénoncer les erreurs de l'orientation de la C.G.T. Un délégué, au nom de sa sous-section, apporta à la tribune des critiques contre l'organisation de la grève du 30 novembre, et, par des faits concrets, il démontra que l'orientation du Bureau Confédéral, des Délégations, des Syndicats, depuis Juin 36, devait conduire fatalement la classe ouvrière à la défaite. Puis, en conclusion, il déclara que les capitulations successives de la C.G.T. devant le capitalisme étaient jugées comme un acte de trahison envers la classe ouvrière et qu'en conséquence il demandait la démission du Conseil syndical, du Secrétaire Fédéral, et de la C.A. de la C.G.T. qui, il le souligna, avait voté à l'unanimité la grève générale dans des conditions telles qu'elle était infailliblement vouée à l'échec, et qu'elle avait permis au patronat de briser dans toutes les entreprises les cadres de l'organisation syndicale.

Réformistes et stalinien essayèrent, on s'en doute bien, de créer un violent tapage durant l'exposé de ce camarade, mais de nombreux militants manifestèrent par des bravos nourris, leur accord avec l'orateur, et montraient ainsi qu'ils avaient compris la nécessité de se regrouper sur une véritable plateforme révolutionnaire de lutte de classes, afin de pouvoir réaliser le but du syndicalisme : l'abolition du salariat et du patronat.

Les bonzes déchaînés déléguèrent à la tribune, pour ouvrir le feu, le secrétaire fédéral Capocci, qui, dans un discours absolument vide, s'efforça de jeter le discrédit sur les jeunes militants, en rejetant sur eux la responsabilité de l'échec et en insinuant qu'ils n'avaient pas fait grève, allant même jusqu'à les traiter de lâches (le mot fut employé), alors que l'on sait que tous étaient restés sur le trottoir, et ne sont rentrés que sur l'ordre formel de leur syndicat ; certains même ont été licenciés. De plus, nous retiendrons le chantage à la menace d'exclusion qui a été pratiqué par tous les bonzes, Capocci, Toulet, Gazet, car incapables d'apporter une argumentation convaincante, ils s'efforçaient de débarrasser des militants qui gênent, mais ceci est encore un signe de faiblesse et nous ne sommes pas certains que l'on ira jusqu'au bout de la menace, car cette arme se retournerait contre ceux qui l'emploieraient.

Par la suite, plusieurs délégués exprimèrent des points de vue concordants, et une motion signée par un nombre important de délégués fut déposée, demandant la démission du Conseil Syndical et du Secrétaire Fédéral. De toutes façons, et en dépit des manœuvres employées par les bonzes (claques, interruptions, sortie théâtrale du Secrétaire Fédéral accompagné d'une vingtaine de partisans, etc.), il s'est dégagé de cette assemblée la volonté de nombreux militants d'aboutir à un travail concret de clarification, de débarrasement de la situation plus médiocre qu'avant Juin 36, ou s'ils désirent un changement radical de l'orientation du syndicalisme, soit par le moyen de redresser le mouvement ouvrier.

## Les gars du Nord ont combattu avec ardeur

# Bilan de trahison

DANS le Nord, la journée historique du 30 novembre aura été fertile en enseignements et surtout en déceptions pour la classe ouvrière du Nord qui pourtant, dans les luttes revendicatives, a toujours été à l'avant-garde.

Lorsque l'on dit bilan de trahison, il n'y a pas malheureusement d'exagération. En effet, de puissantes manifestations tenues le 26 dans toutes les villes du département, laissaient prévoir un mouvement de grève qui se réalisait. Laissons de côté les Cheminots et différentes branches de fonctionnaires où le mouvement fut décapité même avant le départ ; chacun en connaît les raisons. Ce fut dans un grand enthousiasme que dans la Métallurgie, le Textile, le Bâtiment et les Mineurs (Anzin), la grève fut déclenchée.

Dans la région de Valenciennes, la preuve de l'ampleur du mouvement se caractérise par le fait que la prison de Valenciennes se trouva très rapidement trop petite et il fallut organiser des locaux pour loger les nombreux victimes de la répression.

De même, à Lille, l'enthousiasme ne fut pas plus mince, surtout parmi les femmes des filatures de lin et de coton qui furent toujours les plus énergiques soit aux abords des usines ou dans la rue. Et les tramways lillois en savent quelque chose.

Bref, les prolos qui croyaient que les décrets-lois allaient être retirés (car ils luttaient pour cela), furent, dès le jeudi, commencent à déchanter. Déjà, dans la journée du mercredi 30, de nombreuses arrestations furent opérées à Lille. La machine gouvernementale commença à fonctionner. Jeudi, les mois de prison commencèrent à tomber sur le dos des grévistes. Cela commença par 15 jours de prison et maintenant le tribunal a adopté le tarif unique pour les hommes comme pour les femmes : 4 mois. A Valenciennes, de 15 jours à un an. Un gréviste interpelle un jaune : 4 mois.

Dans les usines, devant les directives de la C.G.T. « Quels que soient les événements et les circonstances... » jeta la pagaye. Bien entendu, les P.S.F. et les Chrétiens en profitèrent pour accentuer celle-ci et déjà le jeudi matin la grève était torpillée.

C'est ainsi que des usines comme Fives-Lille, Thomson, à Lesquin et Peugeot, qui furent à l'avant-garde en 36, et bien d'autres, firent soit la grève partielle, ou ne la firent pas du tout (Thomson).

Dès le vendredi, il n'y avait que les boîtes secondaires ; et encore pas toutes, qui restèrent dans la bagarre. Ceci pour la Métallurgie. Dans le Textile, il y eut également des défections, mais dans l'ensemble le mouvement fut assez bon. Nous pourrions épiloguer sur plusieurs colonies, cela ne changerait rien, malgré le courage des prolos et leur volonté de triompher.

Un triste bilan se présente aux yeux de tous. A l'heure présente, la grève se termine à l'exemple d'un poêle qui s'éteint faute de charbon. Une incroyable répression s'abat sur les travailleurs, notamment sur les délégués. Des milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, n'ayant la perspective que de crever de faim. Le patronat a pris sa revanche et ce n'est pas fini. Nous ne savons pas, à

l'heure présente, le bilan de la région de Valenciennes mais il doit être effrayant.

Pour la région de Lille, il suffit de prendre quelques exemples. Chez Tudor (Produits chimiques), les travailleurs désarmés ont abandonné leurs délégués et, à part 30 ouvriers, tous sont rentrés (800) en signant ce que la direction voulait.

A la Thomson, à Lesquin, l'ensemble du personnel, sauf 4 a travaillé le 30 ; à Fives-Lille, (2.500 ouvriers), la moitié a travaillé le jeudi. Là également de nombreux ouvriers avaient, dès le dimanche et le lundi, signé leur réengagement. Chez Peugeot, ce fut la même chose. Nul doute que dans ces trois boîtes, les plus importantes, un déchet très important se fera jour lors de la reprise des cartes syndicales en janvier.

Dans de nombreuses petites boîtes métallurgistes, très peu ont tenu en échec leurs patrons. Un peu partout, des renvois de délégués ou de personnes licenciées, ont voté en leur faveur pour la reprise du travail sans le ou les délégués.

Une chose réconfortante que l'on aurait voulu voir se généraliser : la maison Pain-d'avoine (Charpente métallique) à Lille, où il y avait 25 ouvriers licenciés, n'a repris le travail qu'à la condition qu'il n'y ait pas de travail qu'à la condition qu'il n'y ait pas de licenciés et ce fut dans l'enthousiasme que l'ensemble des ouvriers reprit le travail le mardi 6, à 9 heures du matin.

Dans le Textile, partout des victimes et partout des délégués à pied ou renvoyés. Voilà le bilan des stratèges de la C.G.T. Dans le « Populaire » du 7, le citoyen Delignies essaie de chanter victoire en faisant croire que « la lutte continue, après, mais courageusement engagée, plus enthousiaste que jamais le prolétariat luttera jusqu'au bout ». C'est faux, archi-faux, malheureusement.

Demain, jeudi 8, la lutte continuera certes dans certains lots mais, dans l'ensemble, les prolétaires seront au boulot, écurés contre des chefs trahisseurs.

Ils auront le temps de réfléchir devant leurs métiers que la journée historique du 30 fut une aventure sans précédent ; ce ne sont pas les comptes rendus des fonctionnaires en C.C.N. qui changeront quelque chose. Les travailleurs déduiront qu'ils ont été battus par la complicité des Jouhaux, Frachon, Belin et Racamond, des Blum et Thorez avec le Gouvernement.

Des comptes seront demandés à tous ces parvoyeurs de prison, car les tribunaux fonctionnent encore ; les prolos en prison pourront, eux aussi, méditer sur l'efficacité du Front Populaire ; ils devront surtout en tirer les conclusions qu'il leur faut plus que jamais reprendre le combat sans relâche, que loin de désertir les syndicats, ils devront au contraire les renforcer et combattre les directions félonnes. Dans les usines, ils devront sonner le ralliement autour des militants qui n'ont pas perdu le sens de la lutte des classes. Partout il faut créer des minorités révolutionnaires, préparer la formation des « Conseils d'entreprises », et lorsque ceux-ci seront créés, ils pourront alors espérer conduire le prolétariat à la victoire totale, telle que l'on réalisa les Soviets en octobre 1917.

## ...et du sommet

# Dirigeant syndical et briseur de grève

LES journaux avaient annoncé, le 30 novembre que le seul cheminot n'ayant pas répondu à l'ordre de réquisition était Pierre Semard. Depuis, le gouvernement a annoncé 400 cas environ de cheminots ayant refusé de travailler en dépit de l'ordre de réquisition. Mais, parmi eux, ne se trouve pas le citoyen Semard qui a cru devoir envoyer la rectification suivante publiée par « le Temps » du 2 décembre :

Le 30 novembre 1938.

Monsieur le Directeur du « Temps ».

Monsieur,

Je relève dans votre numéro du jeudi 1<sup>er</sup> décembre, sous le titre « Le cas de M. Semard », que seul des cheminots, membres du conseil d'administration de la S.N.C.F., il n'a pas répondu à l'ordre de réquisition.

Cette information est inexacte. Dès que j'ai été en possession de l'ordre me concernant, je me suis rendu, ainsi que notre direction fédérale en avait décidé, au lieu de service qui m'était assigné.

Je vous prie de bien vouloir insérer cette lettre rectificative dans votre prochain numéro.

Recevez, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Semard,

Secrétaire général de la Fédération des Cheminots.

M. Semard, membre du B.P. du P.C., au lieu d'être le premier à donner le signal de la grève, dont il avait signé l'ordre, s'est incliné devant le gouvernement. Celui-ci l'a licencié du Conseil d'administration de la S.N.C.F. Pas un cheminot ne voudra lutter pour obtenir cette « réintégration », il y en a plus d'un qui est même partisan de licenciement Semard du poste de secrétaire fédéral. Les quelques 400 camarades menacés de révocation, suspens ou rétrogradés, sont plus qualifiés que Semard pour diriger la Fédération ; quand il y a une décision de prise, ils l'appliquent, ils ne se conduisent pas en pantoufliers.

## LYON

# Journée de lutte qui aura des lendemains

La répression après la grève générale manquée du 30 novembre s'abat sur les ouvriers lyonnais.

Les renvois ont eu lieu dans toutes les usines où les ouvriers ont cessé le boulot. Il est inutile d'expliquer pourquoi cette grève a échoué. C'est ici comme partout ailleurs. Les prolos auraient voulu que l'ordre de grève soit lancé par le Congrès de la C.G.T. à Nantes et que, dans les 48 heures, cette grève soit appliquée. Lorsque l'ordre a été donné pour le 30 novembre, les travailleurs ont senti le piège qui leur était tendu et ont compris que la répression allait s'abattre sur eux. C'est pour ces raisons qu'ils n'ont pas suivi l'ordre de grève. Dans les services publics, les ordres de la C.G.T. étaient tels que, dans les tramways, par exemple, c'est à plus de 80 % que les employés refusèrent de faire grève.

Que leur demandait-on ? De se rendre aux ordres de réquisition, mais de refuser le travail jusqu'à l'extrême limite.

Un gars a dit : « Qu'est-ce que l'extrême limite ». L'extrême limite, c'est si l'on vous menace de répression, d'emprisonnement, alors vous travaillez. Devant de tels ordres, les ouvriers se sont dit, c'est le fiasco et ont préféré voter le travail de suite.

Par contre, dans d'autres boîtes, la grève fut effective.

Rochet-Schneider, Zenith, Verdol et autres, les ouvriers à 100 % firent la grève.

Dans les chemins de fer, au dépôt de Bagny, des cheminots se sont couchés sur la voie, empêchant un train de circuler.

Les ouvriers de chez Garnier furent débanchés par ceux des autres boîtes du coin. Des bagarres éclatèrent devant les boîtes entre la police et les piquets de grève.

Une vingtaine de compagnons désignés par leur syndicat pour entretenir chauds les fours de l'usine, furent assommés en première par les mobiles et laissés pour morts sur le pavé, ou leurs camarades circulant autour de l'usine les trouvant quelque temps après.

A l'heure présente, nombreux sont les ouvriers dégoûtés ou découragés. Les patrons ont filtré le réengagement et nombreux sont ceux qui sont encore à pied pour ne pas subir une diminution de salaire.

Chez Zenith, pour essayer de faire reprendre les licenciés, les prolos ont tenté de continuer le mouvement, mais le découragement a suivi devant l'échec lamentable de cette grève générale.

Certes, les dirigeants stalinien et réformistes peuvent vouloir la victoire. Le tout est de savoir pour qui est la victoire et avec qui ils sont.

Jouhaux a parlé d'un plan constructif contre les décrets-lois.

Dans la motion sortie du Congrès de Nantes, ce plan doit comporter « les mesures concrètes qu'appelle le redressement économique social et financier ».

Si pour ce redressement économique, social et financier du pays capitaliste, dans lequel nous sommes, il faut écraser le prolétariat, les bonzes peuvent crier victoire. Ils se sont engagés dans la bonne voie.

Les révolutionnaires se serreront les coudes contre la bourgeoisie, mais dans le grand coup de balai, ils n'oublieront pas ses valets.

## NANTES

A la suite de la grève générale, des licenciements massifs ont lieu aux usines aéronautiques de Château-Bougon. La direction propose à une partie de grève de reprendre le travail, le piquet de grève les entraîne à respecter la discipline syndicale. Les grévistes organisèrent alors une manifestation dans la rue et un cortège se mit en marche vers la Bourse du Travail, sans incident. Mais, plus tard, alors qu'un groupe important d'ouvriers se trouvait près de l'usine, les gardes mobiles à cheval encerclèrent le groupe pendant que les autres, se mêlant au groupe, matraquaient les ouvriers avec une violence extraordinaire, sans prétexte, mais par ordre.

De nombreux blessés durent être transportés à l'hôpital.

A Nantes, comme partout, la bourgeoisie défend ses privilèges.

## Marins, métallos et produits chimiques ont résisté énergiquement au Havre

Au Havre, le 30, la grève a été effective dans la totalité des usines métallurgiques. Les ouvriers entrés dans les ateliers par suite de la réquisition, refusèrent toute activité devant les établis. Aux Tréfileries, le piquet de grève bouscula un groupe de contremaîtres qui voulaient entrer les machines. Par suite de la réquisition, sont occupés : Etréquet, les Tréfileries, l'Electromécanique, la Transat, Schneider (nationalisée) et autres.

Les trams furent en grève jusqu'à 9 heures, les cheminots de 4 heures à 10 heures et nactifs au dépôt ensuite. Les dockers en totalité, comme de coutume. Autres corporations sans changement sur les autres jours.

Au moment de la reprise du travail, après la grève du 30, le patronat havrais, dans la majorité des usines, déclara le lock-out ou voulut licencier des militants.

La grève se déclencha. La C.F.R., comme des vingt-deux raffineries de pétroles en France, est arrêtée. Le lock-out a été décidé et la garde mobile gardée à l'usine.

La presse fait le silence absolu sur le conflit des pétroles, le plus grave. Les services de sécurité sont assurés par les ingénieurs. Hier, les ouvriers chargés de la sécurité ont refusé de travailler en présence des gardes mobiles.

Une délégation ne put obtenir leur départ, la grève est donc totale. Les ouvriers prennent leurs quarts à la porte de l'usine en attente, jour et nuit, pour empêcher des défections.

Aux Corderies, le personnel avait repris le travail ; plusieurs délégués ayant été licenciés, dont des contremaîtres, 900 ouvriers occupés puis évacués et font grève dehors.

Aux Peintures et Vernis, un contremaître ayant été licencié pour avoir fait grève avec ses ouvriers, ces derniers se solidarisaient avec lui et à 80 font grève.

Chez Schneider, 2.000 ouvriers licenciés, ils ont fait une demande individuelle. La lutte continue.

Aux Forges et Chantiers, les deux usines comptant 1.100 ouvriers ont refusé de reprendre le travail hier après-midi par solidarité avec les militants licenciés.

D'autre part, nous apprenons : Usines Caillard, 300 grévistes ; Brégnat, 600 licenciés ; L'Air Liquide occupé par le personnel ; Pétroles Jupiter et Multiplex, la grève est totale ; Pétroles Desmarais, 250 licenciés sur 300 ouvriers ; Filature et tissage de Graville, 350 licenciés, Beauport d'autres encore.

La bataille est donc à peu près générale dans l'industrie du Havre, sauf aux Tréfileries.

Eudier, Secrétaire des Métaux, déclarait, au meeting d'hier après-midi : la lutte n'est pas finie, nous irons jusqu'à la grève générale s'il le faut, employant la phrase gauchiste pour masquer son réformisme et aussi pour minimiser le mouvement qui était déjà presque général à l'exception du port.

Les affiches du P.C.I. ont eu un succès énorme et une certaine influence.

**MÉTAUX.**  
Lendemain de la grève générale (1<sup>er</sup> décembre), lock-out chez :  
Schneider (deux usines), 2.000 ouvriers. Brégnat, 900 ouvriers. Worms. Compagnie Electromécanique (trois usines). Béillard-Crichton, Caillard.

Le travail continué à : Tréfileries et Laminaires du Havre, Transat, Augustin Normand et il n'y a pas de sanctions.

Des lettres d'embauche sont envoyées le 3 décembre. Les ouvriers versent au Syndicat.

Des piquets de grève partout jusqu'à ce jour.

Lundi matin 5 décembre, quelques rentrées. Moitié du personnel Worms.

Schneider, le mercredi 7, rentre aux 9/10, il reste 200 ouvriers dehors qui ne sont pas des militants (pas de sanctions). Ils doivent rentrer sous peu. La Fédération (ils sont nationalisés) doit rencontrer le Ministre pour la rentrée. C'est l'organisation qui a donné ordre de reprise.

Les entreprises qui travaillent versent une heure (environ 9 francs) par jour pour les grévistes.

La distribution des vivres doit commencer samedi, dixième jour. La Fédération des Techniciens a envoyé 10 tonnes de pommes de terre.

**PRODUITS CHIMIQUES.**  
C.F.R., 1<sup>er</sup> décembre, lock-out. De même chez Desmarais.

La C.I.M. (Compagnie Industrielle et Maritime), les Extraits Tinctoriaux et Tanants (Dubose P.S.F.), travaillent.

Les établissements César Julien (lessives) reprennent sans sanctions le 7 décembre.

La boîte la mieux organisée : C.F.R., la garde de l'usine est assurée jour et nuit par les ouvriers. 60 gardes mobiles sont présents. Les ingénieurs font « fumer » l'usine mais ne produisent pas.

Un jaune, à 6 kilomètres de l'usine (Stade Municipal du Havre), se fait corriger, déshabillé à moitié, déchaussé, ses effets sont jetés dans un terrain vague. Certains ouvriers de la C.F.R. renforcent les piquets de Schneider (trois arrestations devant Schneider).

Délégation au ministère.

**TECHNICIENS.**  
La Fédération lance l'ordre de grève dans les boîtes où les ouvriers sont arrêtés. Le mot d'ordre n'est pas suivi. Exemple, à la C.F.R., tout le personnel « employés » travaille.

**MARINS.**  
30 novembre. Navires de la Transat réquisitionnés. Malgré la réquisition, une réunion a lieu sous la direction de Chevillon, secrétaire, membre du P.S.

Le 2 décembre, à 15 heures, « Normandie » arrive. Immédiatement réquisitionné, ce qui interdit aux camarades de descendre dans leur famille.

A 18 heures, ce même jour, la grève générale est votée.

50 francs d'amende à tous les marins qui ont quitté le bord le 30 novembre.

Un mandat d'amener est lancé contre Gruenais (Inscrits), Chevillon et Lajoie (Agents du Service général, Personnel civil). Lajoie est arrêté, Gruenais et Chevillon échappent à la police. Torracini (Inscrits) est à son tour poursuivi pour la même raison.

La fuite de Chevillon, Ledour (Inscrits) est arrêté pour être allé à Dieppe débancher les copains, puis relâché quelques jours après.

Le ministre voulait faire donner l'assaut de la Bourse du travail pour arrêter Chevillon au milieu de plusieurs milliers de marins. Meyer, par démagogie, s'y oppose. Les pouvoirs de police passent au Sous-Préfet.

Meyer, le 6 décembre, publie des appréciations sur la grève qui justifient les marins. Il sent les élections revenir.

« Paris est parti le 6 dans la nuit, avec les marins de l'Etat et les jaunes de tous les navires. « Normandie » ne partit pas parce que la machinerie est trop compliquée (électrique) pour les marins de l'Etat. Il faut 20 spécialistes pour la faire tourner.

Enfin, à midi, le 6, Laureau, secrétaire des A.S.G.B., qui remplaçant Chevillon, était à son tour arrêté, ce qui amenait une protestation de 7.000 marins actuellement en grève.

Le bruit court depuis deux jours qu'un mandat d'amener a été lancé contre le camarade Mettler, secrétaire des officiers, pilote, ancien secrétaire de la section du P.S., qui a démissionné récemment du P.S. dont il n'approuve plus la politique.

**DOCKERS.**  
Ne sont pas en grève. Ils ont obtenu 4 fr. par jour d'augmentation le 30 novembre et, depuis, 1 franc d'augmentation par heure supplémentaire.

Comme ailleurs, le mouvement s'est éteint avec des camarades licenciés. Pour les marins, c'est un lourd échec. La Transat reprend un par un qui bon lui semble, et en donnant des affectations nouvelles, ce qui entraîne un abaissement général des conditions de travail. La presse soi-disant au service des ouvriers a exploité les propos démagogiques du député-maire Meyer, contre son rival à la Marine Marchande. Mais le soutien réel a manqué. Les marins de l'Etat ont été employés comme briseurs de grève, sans qu'aucune agitation n'ait été faite contre cela parmi les ouvriers sous l'uniforme. Les dockers ont continué le travail ; les patrons venaient de leur accorder une augmentation pour les diverser des marins, politique qu'ils poursuivent depuis des années.

La Fédération des marins était même disposée à accepter toutes les sanctions, mais cette proposition ne fut même pas écoutée. Le patronat ne voulait que la capitulation. Les travailleurs du « Normandie », du « Paris », de tous ces navires dans lesquels on ne ménage pas les millions pour le confort et le luxe des privilégiés du régime, leur revanche, la rage au cœur ; ils préparèrent leur défection, d'abord en comprenant que leur défection n'est qu'un morceau de la lourde défaite du prolétariat de France, provoquée par des dirigeants attachés au régime d'exploitation capitaliste.

chez Renault étaient maîtres de l'arrêt, de le faire sortir de force. On a pu terminer une grève » (Thorez, l'arbitrage obligatoire) (Jouhaux).

# "Des avions pour la France", ..et chez Farman

## La bataille chez Bloch...

APRÈS avoir déclenché la grève le jeudi 24 novembre, le personnel de chez Bloch dut, sous la contrainte de gardes mobiles, évacuer l'usine.

### Un vote difficile à obtenir

Le lendemain, dans la consternation quasi-générale, les responsables demandèrent et obtinrent la reprise, seulement à un troisième vote, les deux premiers leur étant défavorables. (1)

Le personnel, après cette décision, se présenta à 13 h 30 devant les portes. Une note l'avisait que l'usine était fermée jusqu'à nouvel ordre. Réunion, envoi d'une délégation et nouvelle réunion fixée au lendemain samedi à 10 heures.

Réunis comme convenu, ouvriers et techniciens écoutent le rapport. La délégation fut reçue vendredi par la direction qui fit connaître qu'elle désirait prendre des sanctions, qu'elle les ferait connaître après la réunion du Conseil d'administration de la S.N.C.A.S.O. qui aurait lieu le soir même.

### Menaces de répression

La délégation fut informée par Charrière, délégué ouvrier, nommé par le gouvernement à ce Conseil, Caquot et de l'Escalier, porteurs des instructions de Daladier demandant le licenciement d'une partie du personnel, des poursuites et de l'emprisonnement des responsables et de tous ceux qui prenaient la parole aux réunions. Charrière, notre représentant, s'éleva vigoureusement contre ces sanctions et finalement les deux membres de Daladier furent battus en retraite, les autres membres du Conseil : la direction de l'usine, Marcel Bloch, Germain Bloch, etc., proposant l'absolution en échange de la reprise du travail dimanche matin.

Dans de telles conditions, qui se refusent de faire amende honorable devant de si bons patrons ? Qui permettrait que notre bonne justice démocratique fasse de nos militants des repris de justice ? Des « meneurs », sans doute, car il ne viendrait jamais à l'esprit d'un stalinien qu'il y avait là-dedans, de la part du Conseil d'administration, une grosse part de chantage et de marchandage ; que seuls, l'appui et le soutien effectifs des travailleurs peuvent mettre en échec les prétentions éhontées d'un patronat et d'un gouvernement démocratique et Front populaire qui, comme les précédents, est à la solde du capitalisme.

### Impossibilité de s'exprimer

A un copain qui demande à intervenir à ce sujet, on a refusé la parole, non pas comme on le ferait en Hillérie, car, n'est-ce pas, il s'agit d'un copain, on est en démocratie. A la demande du président, dont l'autorité devrait servir à imposer la tolérance réciproque des syndiqués, la brigade d'acclamation, bien orchestrée, refuse la parole. Ainsi le principe est sauve et la liberté est à tout bien pensant benoîtement et franchement. A un autre copain qui n'a pas l'honneur d'être domestiqué, la parole est refusée par le président qui, cette fois, ne se fait pas même plébisciter.

Après un débat si partiel, comment peut-on s'étonner que quelques mains seulement s'élevèrent à la contre-épreuve.

Aussi le dimanche matin, de nombreux camarades ne ménagèrent pas leurs appréciations pour cette victoire à l'Eyrone. Ils réagissent contre la grève générale de 24 heures et les métallos de notre boîte n'étaient pas aguerris.

### Avis de licenciement

Mardi 29, veille de la grève générale, la direction fait apposer une note annonçant que tous ceux qui s'absentent le lendemain sans motif valable, seraient considérés comme licenciés et perdraient tous les avantages acquis. Le bureau des techniciens répond par une déclaration courtoise où il engage ses adhérents à chômer pour briser les décrets-lois.

De leur côté les ouvriers, d'accord avec leurs responsables constituent des piquets de grève qui seront le lendemain matin à la première heure à leur poste pour veiller à l'application du mot d'ordre de grève et contre-balancer le maintien de l'ordre bourgeois.

De Monzie et Pomaret ont licencié des travailleurs. Ils peuvent savourer leur victoire.

démocratique qui, sous la sauvegarde des gardes mobiles bottés et casqués, accorde la maîtrise de la rue à la jeunesse pendant que les travailleurs conscients sont chassés, traqués et emprisonnés.

Au début, ces piquets prenaient place dans un rayon de 50 à 100 mètres, aux angles des rues qui aboutissent aux entrées de l'usine, les pelotons de mobile étant massés à ces entrées.

### Les piquets "volants"

S'étant aperçus de notre activité, la police le lendemain, plaça ses gardes aux mêmes lieux que nos piquets. Comme il nous est impossible de résister pour maintenir ces positions et que, d'autre part, il est également impossible de co-habiter sans risquer d'aller tous peupler le commissariat de police, nous décidâmes que les membres des piquets effectueraient, espacés les uns des autres, des circuits. Bien qu'ils réalisent assez bien le travail qui leur est attribué, ils ont l'avantage de limiter au minimum la possibilité d'arrestation.

Le jour de la grève générale, le mot d'ordre fut bien suivi ; sur un personnel de 1.200, reconstitués environ, dont seulement une dizaine d'ouvriers.

Le lendemain, mercredi, une note affichée aux portes, annonce, comme dans toutes les usines, que le personnel non présent la veille licencié et l'ouverture des portes sera onéreuse ultérieurement. Réunion, enthousiasme ; rendez-vous est fixé pour le lendemain à 10 heures pour l'ensemble du personnel et à 3 heures pour les responsables des sections, les délégués officiels et les piquets d'équipes qui constituaient le comité d'initiative.

### Union du comité de lock-out

Mardi, à 9 heures, le Comité de lock-out s'est réuni. Divers camarades regrettent que l'union fédérale ne soit pas devant nous le Comité National Confédéral. L'un d'eux déclare que cette position bureau Confédéral laissant, face à la répression brutale du patronat, les travailleurs riant jusqu'à lundi, n'est pas pour lui renante. Elle n'a qu'un but, c'est de laisser...

ser les travailleurs désarmés, tel que le prévoit la décision de la Commission administrative qui déclare : « La durée de la grève est fixée à 24 heures. Quels que soient les circonstances et les événements, le travail devra reprendre partout... ».

Par contre, il se déclare d'accord avec le communiqué de la Fédération des Métaux et a pris le 1er décembre avec d'autres fédérations sur les paragraphes 1 et 2 où ce communiqué déclare « s'opposer partout à la signature de nouveaux contrats individuels... les ouvriers devront rentrer en bloc et ne permettre aucune sanction, aucun licenciement... ».

Il demande cependant que cette résistance se fasse au moins sur la base de toutes les usines d'aviation, celles de province y comprises, s'il s'avère qu'il est impossible de le faire sur une base plus large de toutes les entreprises travaillant pour la « défense nationale ». Cette base de résistance aurait l'avantage de donner un bloc plus homogène et compact au gouvernement et au patronat. Et ce qui le fait particulièrement insister sur ce point, c'est que la section Farman a conseillé de reprendre individuellement le travail et de signer et envoyer les contrats individuels que la direction a envoyés à une partie du personnel, en déclarant que la lutte se poursuivait non plus dans la rue mais à l'intérieur.

Un autre camarade déclare qu'il est l'heure de l'assemblée générale, que le nombre élevé des membres du Comité ne permet pas d'envisager un travail sérieux et conclut en demandant qu'à partir de ce jour, seules les commissions se réunissent et se répartissent le travail. Aussitôt la séance (qui dura à peine 45 minutes, est levée sans que l'on ait discuté aucune des suggestions et sans qu'aucun vote n'ait lieu. Aussi peut-on en déduire que cette réunion n'a eu lieu que pour la forme, que les propositions du responsable de la section à l'assemblée du personnel, si elles ne lui sont personnelles, ont alors été discutées dans un autre lieu. Depuis ce jour, ainsi qu'un seul membre le suggéra, aucun comité n'eut lieu.

Au cours des jours et des réunions qui suivirent, la position du responsable est toujours, pour l'usine, la rentrée en bloc aux avantages d'avant la grève et sans sanctions.

Plusieurs délégations furent reçues par la direction qui fit la proposition suivante : « Que les trois quarts du personnel déclarent qu'ils n'ont pu venir travailler par manque de transports, à l'autre quart, une diminution de salaire serait, pour quelques jours, appliquée et, ensuite, tout marcherait comme par le passé ». Bien entendu, la direction en fut pour ses frais ; aucun copain ne peut accepter de se désolidariser de la lutte contre les décrets-lois.

### Exigences patronales

Une autre entrevue eut lieu le mardi 6 avec, d'une part, Caquot, président des Sociétés nationales d'aviation et, de l'autre, des responsables de Bloch Courbevoie et Villacoublay et Jourdain, administrateur ouvrier de la S.N.C.A.S.E.

Cela fut un exposé de 20 minutes sur la situation tragique, nationale et internationale de la France et la nécessité de travailler pour assurer sa défense, 48 et même 55 heures. Ensuite, il fut fait savoir que, d'accord avec le gouvernement, il estime devoir licencier 10 % du personnel... appliquer au réembauché les tarifs minimum de la convention !

Ainsi les exigences du gouvernement ne sont pas minimes. Elles nous démontrent que nous allons devoir nous livrer à une âpre lutte pour vaincre et de ce fait il ne faut pas sous-estimer et négliger notre adversaire. Aussi convenait-il de ne pas laisser croire, comme nos responsables le font journellement, au cours des assemblées, que la victoire est pour le lendemain.

### Les dernières journées

Vendredi 9, à l'assemblée de 16 heures, un responsable laisse entendre que la reprise aura lieu lundi dans de très bonnes conditions.

Samedi 10, à 11 heures, les lock-outés, réunis, écoutent l'exposé de la situation. D'abord l'ordre du jour, qui, malgré que nous soyons habitués à la lutte celle-ci nous a été imposée dans des conditions défavorables et que la Fédération des Métaux savait, elle, choisir pour lancer ses mouvements, des conditions plus propices !

Les propositions qu'il soumet à l'assemblée sont transmises par Charrière qui les lit lui-même de Bloch au cours de leur entrevue.

Ce ne sont que les grandes lignes ; les détails doivent être réglés par la délégation ouvrière qui, cet après-midi, doit être reçue par la direction. Quelles sont ces conditions ? Reprise du travail comme avant le 30 novembre et licenciements de quelques-uns pour entraves à la liberté du travail !

D'après ce copain, ces licenciements ne seraient qu'un « appel différé » car il n'existe pas d'entraves à la liberté du travail, aucun non gréviste n'ayant été empêché effectivement de travailler.

Puis : « Si la direction ne tient pas parole, on est aussi capable de l'intérieur de faire pression pour exiger ce respect » ! Le nombre de copains sur la sellette est d'environ une vingtaine dont la grosse majorité sont des techniciens. Il met ensuite les ouvriers en garde contre la provocation. C'est-à-dire qu'il ne devront pas bousculer les jaunes. Il ne dit pas qu'ils ne devront leur offrir des fleurs. Il termine en concluant que « nous obtenons aujourd'hui cette victoire grâce à notre cohésion » !

Ainsi il ressort que nous devons reprendre le travail avec des conditions bien imprécises qui peuvent nous réserver quelques déceptions comme à la « Lorraine ».

Comme il fut décidé samedi sur la base d'un exposé assez vague, la rentrée fut admise.

Lundi matin, à 7 heures, dernière réunion avant la rentrée.

Malgré qu'une délégation fut reçue samedi après-midi, l'exposé du responsable n'est nullement lumineux par les résultats qui s'avèrent désastreux. 23 copains attendent que leur dossier soit examiné et la manœuvre patronale est claire. Eloigner, séparer les techniciens qui furent dans leur ensemble solidement soudés aux ouvriers.

Aussi ces sanctions les atteignent dans une très forte majorité : 3 chefs de service, 1 chef d'équipe et 2 responsables (de la section) ; 7 dactylos, 1 chef de bureau, etc...

La rentrée se fit un par un et par la signature d'un additif qui maintient le salaire horaire, mais qui, contrairement à la déclaration du responsable, ne nous fait perdre les congés payés antérieurs au 30 novembre et les droits d'ancienneté et d'éligibles. Par contre, elle nous engage devant les décrets-lois à accepter le travail aux pièces comme un témoin cet additif publié dans une colonne ci-après.

« Des avions pour la France », le slogan de tous les bons Français, depuis Thorez jusqu'à La Roquette. C'est pour cela qu'en avril dernier, la Fédération des Métaux acceptait la sentence Jacomet : 45 heures par semaine ; c'est pour cela qu'elle était prête à faire travailler le samedi 1er octobre ; c'est pour cela qu'elle a accepté la reconduction de la sentence Jacomet.

Dans l'aviation, le patronat et l'Etat étroitement associés trouvent un bloc d'ouvriers capables de lui résister. Au lieu de pousser la lutte, les dirigeants à la Coste, Croizat, ont collaboré avec les exploités pour rationaliser et décentraliser l'aviation. Quand la lutte fut engagée, au lendemain du 30 novembre, par les sociétés nationalisées, le bloc de l'aviation fut volontairement dissocié par les bonzes syndicaux. Dans cette page, on verra, à l'exemple de deux boîtes importantes, Bloch et Farman, comment on a ainsi envoyé chaque usine séparément à la déaite. On verra aussi les conditions de rentrée, un scandaleux additif au contrat de travail.

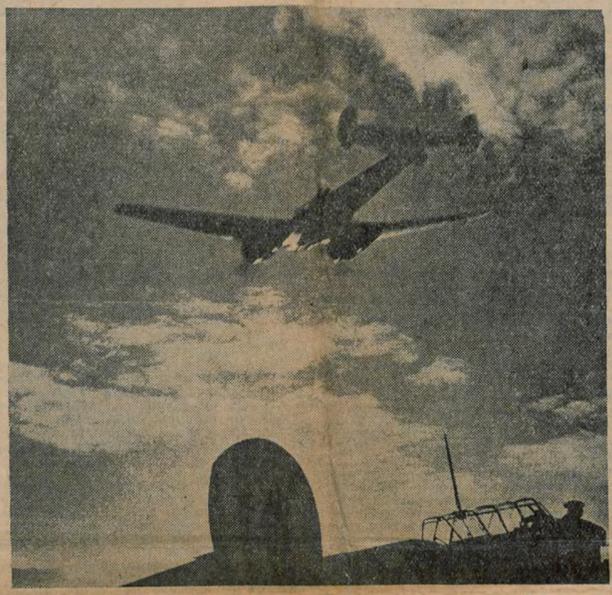
Et enfin, le « victoire » des bonzes de la C.G.T. se traduit par des milliers de licenciés. Il a fallu près de 15 jours pour que la Fédération donne, enfin, le tableau qui, voici, certainement au-dessus de la réalité.

Toulouse, 205 ; Cannes, 60 ; Marseille, 32 ; Berre, Vitrolles-Istres, 90 ; Saint-Nazaire, 32 ; Nantes, 100 ; Châteauroux, 6 ; Bordeaux, 30 ; Carbevois, 23 ; Suresnes, 153 ; Issy-les-Moulineaux, 80 ; Sartonville, 70 ; Les Maréaux, 212 ; Candebes, 20 ; Le Havre, 140 ; Marignane, 5 ; Arsenal de Villacoublay, 17 ; S.N.C.A.S.O. de Villacoublay, 10 ; Billancourt, 250 ; Bourges, 80 ; Toussus-le-Noble, 22 ; Zodiack, 140 ; Argenteuil, 110 ; Amiot, 44 ; Cléchy, 110 ; Morane, 25 ; Messier, 21 ; Caudron-Renaud, 150 ; Bréguet, 230 ; Régnier à Versailles, 25 ; Hispano, 25.

Le communiqué fédéral ajoute que des délégations sont allées voir les parlementaires. Mais il n'ajoute pas que, d'après les décrets-lois, CES OUVRIERS LICENCIÉS D'UNE USINE DE DÉFENSE NATIONALE N'ONT PAS DROIT PENDANT 6 MOIS A DE L'EMBAUCHE DANS UNE AUTRE USINE DE DÉFENSE NATIONALE, NI A TOUCHER PENDANT CE TEMPS UNE ALLOCATION DE CHOMAGE.

« Des avions pour la France », ça signifie : pas de pain pour les travailleurs. Les canailles qui ont embauché les travailleurs dans le Front populaire, qui préparent pour la bourgeoisie le massacre de millions de prolétaires, continueront d'occuper leurs postes bien rétribués, pendant que des milliers de familles ouvrières vont connaître la misère.

Les gars de l'aviation, chez qui subsiste une forte tradition révolutionnaire, pour manifester leur solidarité avec les licenciés, commenceront à faire le nettoyage des organisations ouvrières et mèneront la lutte dans les moyens appropriés (débrayages, réduction de rendement...) imposant le retour de leurs camarades et un rajustement des salaires.



## UN SCANDALEUX ADDITIF AU CONTRAT D'EMBAUCHE

S.N.C.A.S.O.  
(Présenté à la signature du personnel réembauché chez Bloch, Blériot)

Le Personnel embauché s'engage à respecter :

- les règlements intérieurs de l'usine ;
  - le contrat collectif ;
  - les Lois et Décrets en vigueur.
- Conformément au contrat collectif, le travail au rendement ou à la prime sera pratiqué pour permettre au personnel embauché d'améliorer, par son travail, son salaire horaire.

La formule adoptée pour le travail au rendement permet à l'ouvrier d'améliorer

### Lioré-Ollivier (Argenteuil)

L'assemblée des lock-outés, les responsables engagent les travailleurs à accepter la reprise du travail pour lundi en déclarant que les cas d'une quarantaine de copains seraient examinés après la rentrée du bloc. Quelques heures seulement après cette réunion, les bruits circulaient que le nombre de ceux qui resteraient à la porte atteindrait cent cinquante.

Effectivement, à l'entrée du lundi matin, 150 furent priés d'attendre l'examen de leur dossier. Les autres furent renvoyés faire queue jusqu'à 15 heures pour les derniers, et signer un additif au contrat qui leur enlève le droit d'ancienneté et des congés-payés antérieurs au 30 novembre.

### S.E.C.M. (Amiot, Colombes)

Sur un personnel de 550 ouvriers, 285 firent la grève. 134 sont définitivement licenciés.

### Morane (Puteaux)

La défection, parmi les ouvriers, dans cette usine, est minime depuis le début du lock-out. Aussi le moral est relativement bon et le personnel entendait encore au début de la réunion du samedi 20 ne rentrer qu'en bloc. Pourtant il ne tarda pas à changer d'avis. Il apprenait que Bloch et Blériot reprenaient le lundi.

Les responsables de la section syndicale vinrent déclarer que si les travailleurs n'acceptaient pas la reprise pour lundi, ils risquaient de voir leur bloc s'ériter par suite de nombreuses défections qui ne tarderaient pas à se produire le lundi et le mardi. Aussi, déçus et résignés, ils acceptèrent, ne comprenant pas que ces reprises, usine par usine, sont faites par les permanents syndicaux pour mieux les démoraliser et les livrer sans défense au moloeh de la défense nationale qui exigera d'eux 45 et 48 heures ou même 55 heures. Les conditions de reprises exigées par Morane sont : 1° le licenciement des délégués (quatre — ils déçoivent ainsi la tête de la section) ; 2° l'examen d'une demande de réembauchage d'une trentaine d'autres ouvriers, dont les cas sont considérés comme « spéciaux ».

### Caudron (Aviation Renault)

Ainsi que la section syndicale Renault le lui a conseillé, le personnel a répondu favorablement à la reprise du travail individuel. Le résultat est qu'une partie se trouve encore non réembauchée et la direction tête le travail. A chaque ouvrier, le questionnaire suivant fut remis : « Au-dessous de quel tarif refuseriez-vous de travailler ? ».

### Blériot (Suresnes)

Réunis samedi, les lock-outés de Blériot décidèrent de rentrer lundi en permettant de continuer la lutte à l'intérieur pour la rentrée des quinze copains qui doivent attendre à l'extérieur l'examen de leur dossier.

Après leur rentrée de lundi, ils constatent qu'ils n'en laissent pas quinze, mais CENT DIX ! Sur ces cent dix, tous les délégués et les membres de la C.G.T. de la section et les plus ardents ; en somme une véritable décapitation de l'organisation syndicale.

Aussi un fort mécontentement règne à l'intérieur et beaucoup parlent même de débrayer pour exiger la rentrée de tous. Hélas, personne ne donne le signal.

A la sortie, aucun dirigeant de la section non plus pour les réunir et envisager les moyens efficaces. Pourquoi ? Si les responsables avaient eu en vue principalement que la défense des revendications journalières des ouvriers, ils ne les auraient pas engagés samedi, sur la base de vagues déclarations énoncées qui n'avaient qu'un but : obtenir la rentrée pour lundi. Car pour ces responsables comme pour le parti stalinien, dont ils sont les disciples, la défense nationale et la sortie des 200 avions par mois est leur principal souci, et à l'image de Hillier il retire le beurre pour y substituer du matériel de guerre.

Chaque réembauché a dû signer un additif au contrat où il s'engage à appliquer les décrets-lois et le travail aux pièces si la direction l'exige. Cette signature annule définitivement les droits d'ancienneté ; congés payés, droit électif et droits d'éligibles.

Rentrée, mardi, trois manifestations dans l'usine pour des licenciés. Mercredi, Charrière, administrateur ouvrier, intervient dans la cour et les manifestants doivent cesser, faites-nous confiance. Le même jour, 70 réintégrations, mais 33 restent sur le pavé.

### Lock-out

L'assemblée générale du 25 novembre, le personnel de chez Farman, prouvant son hostilité aux décrets-lois, et appliquant la décision du Comité Central du syndicat des Métaux, décide, pour maintenir la semaine de cinq jours, de refuser de travailler le lendemain samedi. Le lundi suivant, à l'exception d'une centaine — en majorité d'employés et d'agents de maîtrise — il trouve les portes closes et sévèrement gardées par la mobile.

La délégation envoyée à la direction transmet aux lock-outés la décision de celle-ci : « Reprise du travail le lendemain si le personnel prend l'engagement de travailler sans arrêt toute la semaine ». Inutile de souligner la réprobation unanime qu'elle recueille ; chacun comprenant la nécessité de se conformer à l'ordre de grève générale du mercredi.

La direction continue sa manœuvre. Elle envoie à certains des convocations individuelles ; à d'autres, des lettres de licenciement accompagnées d'une nouvelle demande d'embauche individuelle.

### Résistances aux manœuvres patronales

Pour démontrer leur volonté de résistance, ouvriers et techniciens s'affirment, au cours d'un vote, unanimes pour l'entrée en un seul bloc.

Jeudi matin, 1er décembre, après s'être présentés en vain devant les portes pour une entrée générale, ils se réunissent à nouveau salle des Fêtes de Boulogne. Après plusieurs exposés, les responsables font savoir, malgré que les rentrées individuelles soient relativement infimes, que chaque copain touché par la direction doit, au moment de la convocation et de sa rentrée au travail, ou remplir et envoyer la nouvelle demande d'embauche individuelle.

L'assemblée du samedi, devant le faible nombre de réembauchés, décide de revenir à la méthode de l'entrée en bloc.

### Proposition d'une "reprise en bloc"

Trois ouvriers abordent lundi la tribune pour défendre le principe de la reprise en bloc. Moyen le plus efficace pour éviter que les meilleurs copains restent sur le pavé. Ils citent le nom des principales sections syndicales d'aviation qui appliquent cette méthode de lutte : Blériot, Morane, Bloch, etc. D'ailleurs, la Fédération des Métaux, d'accord avec celles du Bâtiment, du Textile et des Produits chimiques, n'a-t-elle pas décidé dans un communiqué du 1er décembre, paru dans la presse le vendredi 2 décembre, de « s'opposer partout à la signature de contrats individuels ; de rentrer en bloc, de reprendre le travail et ne permettre aucun licenciement ». Ces interventions sont accueillies par des applaudissements unanimes.

Pour les contrebalancer et influencer l'assemblée en faveur de la reprise individuelle qui est leur thèse, les responsables font intervenir divers copains bien dans la ligne, et font lire diverses lettres de travailleurs rentrés qui s'engagent à verser leur journée et à mener la lutte de l'intérieur pour obtenir la réintégration de tous.

L'une des lettres qui produit une forte impression est celle d'un technicien aviateur de la cellule stalinienne, dont le rôle, si son parti était encore révolutionnaire, était d'être dans la lutte aux côtés de ses copains techniciens lock-outés. L'atmosphère propice était créée, l'un des principaux responsables en profite pour faire avaler sa camelote. Il fait une charge à fond contre ceux qui, d'après lui, sont pour « tout ou rien », position aussi démagogique que facile et qui permet de ne rien obtenir, tandis que la sienne « la mienne à moi », permet malgré toutes les difficultés et les embûches qu'elle coûte, d'obtenir un résultat ?

### Eloquence

En grand orateur qu'il se croit, il se lance dans la description d'images : « Je sentier dans la montagne, bordé de précipices, de ravins », il omet cependant de dire en quelle saison il effectue son voyage et si des « rognissols » escortent ce « pinson » qui persifle et prit un jour la température avec un baromètre...

A un camarade demandant la parole, il déclare qu'il est impossible de la lui donner ; qu'il dirait porterait préjudice ; qu'il y a des copains dans la salle inculpés et en liberté provisoire ; qu'il faut donc être prudent et que, somme toute, la démocratie existait puisque de nombreux camarades avaient pris la parole. Si, malgré tout, la salle désirait l'entendre, le syndicat dégageait sa responsabilité ; qu'il fallait passer au vote pour clore le débat.

Au vote, après ce chantage et ces menaces éhontées, quelques copains seulement se prononcèrent contre la position des dirigeants. Il précise que si la tactique qu'il défend ne semble pas conforme à la résolution de la Fédération des Métaux, elle l'est cependant avec celle du Syndicat des Métaux de la Région parisienne.

### Bilan des pertes des ouvriers: Diminutions de salaires, Congés payés amoindris, Perte du droit d'élire pendant 3 mois les délégués d'usine

Chaque méthode se juge à ses résultats. Donc, examinons quelle est à l'heure actuelle la situation des travailleurs de cette entreprise.

A ce jour, vendredi 7 novembre, quelques centaines de travailleurs n'ont pas encore repris le travail. Ceux de l'intérieur ont signé un contrat individuel, perdant, de ce fait, le droit aux congés payés pour les mois antérieurs à la reprise.

Ils perdent aussi tous droits d'ancienneté et ne seront électeurs que dans trois mois et éligibles que dans un an.

Ainsi la direction peut procéder à de nouvelles élections puisque les anciens délégués, même réembauchés, auront perdu leurs droits, et seront, par cette procédure, démissionnés et ne pourront être choisis que parmi les travailleurs ayant fait œuvre de jaunes.

Quant au salaire, là règne la plus vaste pagaille. Les uns déclarent qu'ils sont au tarif minimum du contrat collectif, d'autres montrent leur carte d'entrée où leur nouveau tarif est inférieur de 0 fr. 70 ; d'autres en

### ...et chez Farman

core parlent de 1 fr. 35 de diminution, et une autre partie déclare ne rien savoir encore. Ainsi tout démontre qu'il n'y a plus de liaisons, plus de coordination, que chacun, par crainte, n'ose se renseigner. Dans certaines équipes cependant, on suggère de faire passer des listes de pétition pour obtenir la réintégration des copains encore dehors et le retrait de la mobile. On prend même soin de les prévenir que la première pétition ne suffira pas, aussi on en représentera une seconde, une troisième, etc...

Bien entendu, on ne parle pas d'appuyer ces pétitions par un débrayage, par un arrêt de travail, seuls moyens pourtant efficaces, mais qui exigent, hélas, une confiance et une cohésion de lutte, que nos dirigeants s'efforcent de nous faire perdre.

De son côté, la direction patronale ne perd pas son temps et met tout en œuvre pour nous briser.

### Stakhanovisme

Elle vient d'afficher une note de service où elle engage son personnel, pour augmenter son salaire, à accélérer la production individuelle par un travail aux pièces. Si l'ensemble ne sait résister, chaque ouvrier va être tenté, pour pallier à la diminution subie, de recourir à un travail forcé. Ainsi forcera dans l'aviation le Stakhanovisme pour le plus grand profit du patronat, des parlementaires et des bureaucrates de tous poils qui se pâmèrent d'aise devant les 200 avions par mois pour la France.

D'autres conséquences seront de diviser entre eux les ouvriers d'une même catégorie qui seront rétribués à des tarifs différents, d'éloigner les chômeurs qui ne pourront comprendre que pendant qu'ils sont rejetés de la production par manque de travail, les ouvriers en activité puissent prêter leur concours aux méthodes de rationalisation et de surproduction et prolonger encore la semaine jusqu'à 48 et peut-être même pour certains jusqu'à 55 heures.

Tel est le bilan de ceux qui pérorent : unir, unir, unir, et qui, en fait, désarment et livrent aux exploités les travailleurs sur l'autel de la défense nationale.

## A LA CONFÉRENCE DES DÉLÉGUÉS

Ce que "L'HUMANITÉ" n'a pas dit

DIMANCHE 4 décembre, les délégués des maisons d'aviation de la région parisienne se sont réunis aussitôt après la conférence de Costes fit à la presse pour démontrer que l'organisation syndicale est plus soucieuse de la défense nationale du régime capitaliste démocratique que le gouvernement gestionnaire des communes affaires du capitalisme qui bafoue les travailleurs en imposant à des décrets-lois de misère ; 2° en retirant le droit de grève et de manifestations ; 3° en matraquant, commandant et emprisonnant les mécontents pendant qu'il retire aux licenciés le droit de travailler pendant six mois.

L'on peut même dire, si l'on dégage la substance de la motion de Costes, que l'organisation dont il est le président est plus soucieuse de la production des avions que la défense des revendications journalières des métallos.

Les délégués assemblés ont à envisager la situation des métallos par suite du lock-out et à dégrader la méthode la plus susceptible de briser la répression : le gouvernement veut infliger aux lock-outés.

La meilleure méthode consiste, croyons-nous, à opposer, face au bloc du gouvernement et du patronat, un bloc cohérent des métallos de toutes les maisons d'aviation, qui désigneront une délégation unique qui déclarera que le personnel de toutes ces entreprises ne rentrera qu'ensemble d'avant le 30 novembre et sans aucune sanction. Ainsi le

gouvernement ne pourrait manœuvrer, spéculer sur la défection possible de quelques usines, pour entraîner par la démolisation les autres. L'avantage serait de faire capituler le gouvernement dans le minimum de temps.

Malheureusement, cette méthode ne fut même pas envisagée.

Il s'agissait de se prononcer sur les deux méthodes en cours :

La rentrée par usine en bloc, sans sanctions et aux conditions d'avant le 30 novembre, tel que le réclame le personnel de chez Bloch, Blériot, Morane, Lioré-Ollivier et Nieuport, etc., et la rentrée individuelle aux conditions, en somme, du patronat, puisqu'elle permet la signature individuelle de contrats, et le licenciement des sections Farman et Caudron qui marquent leur capitulation en déclarant que la lutte se poursuit non plus dans la rue mais dans l'usine...

Les bonzes du syndicat des métaux étaient partisans de la méthode Farman ! La plus mauvaise.

Sans doute parce qu'ils estiment que « les troubles sociaux doivent prendre fin par la défaite des métallos afin de redonner au pays « le calme dans la production » dont il a besoin pour assurer la digestion de l'ogre capitaliste.

Tenant compte du mécontentement des délégués de la plupart des maisons, ils firent voter, et dans quelles conditions, une résolution négro-blanc qui laisse le soin à chaque section syndicale d'usine d'envisager la méthode la plus appropriée à sa boîte.

Il fallut trois votes pour arriver à ce résultat. Aux deux premiers votes, ils furent mis en minorité et ce n'est que dans le tumulte qu'ils acquirent le troisième.

Farman, qui avait droit à deux délégués en délégué vingt, d'accord bien entendu avec les responsables du syndicat, pour fausser le vote.

Vous pourriez croire, de prime-abord, que ces deux méthodes proviennent de deux écoles en présence : d'une part le « stalinisme » et de l'autre le « bélinisme ». Il n'en est rien. Les sections de ces diverses usines sont entièrement entre les mains des stalinien et les délégués présents, strictement triés, sont de la même obédience. La souplesse a une limite et la capitulation exigée permettrait au patronat de licencier ces mêmes délégués.

Aussi, chez certains, l'instinct de conservation a primé sur la discipline servile du parti. A noter que « l'Humanité », qui relate la conférence de Costes, ne pipe mot sur le débat de cette assemblée.

# ...c'est : pas de pain pour les travailleurs

1) Voir « la Commune » numéro 154.

Où en sommes nous ?

(Suite de la page 1)

Ainsi, dans une période que chacun recon- naît décisive, aucun capitalisme démocratique ne parvient à mettre, ni en Angleterre, ni aux Etats-Unis, ni en France, un programme national quelconque sur pieds ; partout, c'est l'hésitation, l'absence de perspectives, la confusion.

Il ne faudrait pas croire que les Etats fascistes sont beaucoup plus « unis ». Chacun sait que les divergences ont été graves entre Hitler et ses généraux, que c'est par centaines que les exécutions de nazis se réalisèrent à Vienne dans les dernières semaines, que le petit roi d'Italie ne suit pas son grand Mussolini sans réserves... etc.

Bien entendu, toutes ces divergences capitalis- tes, qu'elles se développent en dehors des axes ou à travers les axes, n'ont aucune base « idéologique ». Il s'agit en toute cir- constance de conceptions différentes, quant à la meilleure façon de conserver ou d'étendre les avantages acquis, c'est-à-dire volés aux prolétaires nationaux ou coloniaux.

La lutte entre interventionnistes et isolation- nistes aux Etats-Unis est bien symptomatique.

Les interventionnistes considèrent qu'il n'est que temps de briser l'hégémonie alle- mande et contre-attaquer en Chine ; pour eux, l'impérialisme anglais décadent n'est que l'ennemi n° 2, Berlin et Tokio, voilà le gros souci.

Les isolationnistes considèrent qu'il faut au contraire utiliser au maximum les diffi- cultés de Londres pour continuer à lui souf- fler ses dominions, tandis que la défense des marchés de l'Amérique du Sud doit être in- tensifiée. Pour le reste, disent-ils, nous ver- rons. Les isolationnistes craignent aussi beaucoup qu'un mouvement révolutionnaire ne sorte d'un grand conflit.

Entre les deux courants, Roosevelt consi- dère qu'il ne serait pas mauvais que l'Amé- rique intervienne derrière Londres, ce qui permettrait à la fois d'affaiblir Berlin et To- kio, et d'augmenter l'influence américaine dans les dominions anglais. Quant au danger social, Roosevelt pense que les meilleurs moyens de le conjurer en Amérique sont d'é- viter une aggravation de la crise économi- que, de garder en mains les chefs syndicaux, et d'utiliser au bon moment, très démocrati- quement, les gaz lacrymogènes et les prisons modèles !

Nous sommes aussi bien loin des consi- dérations idéologiques chères à tous les traitres de la social-démocratie et du stalinisme, qui voudraient nous faire croire à quelque noble sentiment du shlyock « Oncle Sam ».

Ce que nous venons d'exposer quant aux divergences impérialistes entre les classes, ké- rait être généralisé et faire l'objet de démonstrations analogues quant à la lutte d'Eden et Chamberlain, etc., etc.

A souligner la position du stalinisme et de la social-démocratie, surtout à la remorque des intérêts impérialistes nationaux. Le fa- meux surréaliste Arragon, du P.C.F., expli- que dans « Ce Soir » : « Allons, messieurs des 200 familles, Staline ne réclame rien ; n'abandonnez pas l'appui précieux de l'U.R. S.S. qui peut seul vous permettre de garder vos avantages en Tunisie et ailleurs... » ; il termine cet appel par le mot « d'ordre » : « France d'abord ». Certes oui, l'U.R.S.S. ne réclame rien... et Staline la traîne à la remorque des démocraties, quémendant l'hon- neur de défendre leurs intérêts impérialistes et d'étouffer les mouvements révolutionnai- res.

Ployable politique de conservation sociale d'une classe bureaucratique qui craint plus un mouvement révolutionnaire mondial qu'un mouvement d'Hitler avec lequel elle se réserve de négocier au besoin en extrêmes sur le dos des masses russes.

Perspectives

Comment se dénouera la situation actuel- le ?

Il est impossible de le prévoir. Trop d'élé- ments d'information nous manquent aussi. N'oublions pas que les accords ou les désaccords économiques entre les grands trusts jouent un rôle décisif dans les déci- sions finales. Ces controverses nous échappent malheureusement, ce qui doit inciter à beaucoup de prudence dans les prévisions.

C'est ainsi que l'activité souterraine de la Cité, si grande en ce moment, est difficile à prévoir ; qu'il s'agisse du voyage d'Eden à New-York ou de celui du docteur Schacht à Londres (où un terrain d'entente sera cher- ché pour la défense des intérêts britanniques en Roumanie).

Ce qui semble certain, c'est que l'impé- rialisme allemand veut poursuivre les avan- tages acquis. Memel va sans doute devenir alle- mande, et la Lituanie passer sous l'influence allemande. Le mouvement séparatiste ukrai- nien va s'intensifier, l'Ukraine polonaise pas- sant sans doute la première à l'offensive.

Le mouvement de résistance commune po- lone-soviétique, auquel pourraient se joindre la Roumanie et certains courants hongrois, va-t-il se développer ? Cela semble difficile si l'Angleterre ne se décide à l'appuyer à fond. Or, Chamberlain manœuvre et, jus- qu'ici, les intentions de la Cité sont plutôt orientées vers le compromis avec Berlin que vers la résistance sévère. Mais rien n'est, en fait, cependant décidé.

Sur le front méditerranéen, il est bien clair que les revendications italiennes ne sont pas de simples cris. L'heure va sonner pour l'impérialisme français de lâcher encore quel- que chose. Chamberlain essaiera, par suite en mains, d'arranger cela ; si la tension aug- mente, Hitler s'offrira comme Mussolini en septembre pour le rôle de médiateur.

Jusqu'ou iront les prétentions italiennes, nul ne peut le prévoir, mais ce qui est cer- tain, c'est que Mussolini exigera des avan- tages sérieux, au moins en Espagne (droit de belligérance, neutralisation de Majorque, etc.), à Djibouti et à Suez. Quant à la Tuni- sie, il est possible pour le moment qu'il se contente de certains avantages, pour les Ita- liens, susceptibles de servir de point de dé- part pour une offensive ultérieure.

Il est très vraisemblable que nous allons à nouveau revivre dans quelques semaines la tension de septembre. Le champ s'élargit et le triangle Berlin-Rome-Tokio dispose actuel- lement d'une supériorité de manœuvre qu'il utilisera prochainement sur tous les fronts, et ce d'autant plus que la tension économi- que, surtout en Italie, doit approcher de la limite de rupture.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de New-York pourra être un élément déterminant.

Cette tension, si elle n'aboutit pas vite à la guerre, engendrera des conflits intérieurs violents dans de nombreux pays. L'absence d'internationalisme révolutionnaire ne permet malheureusement guère l'optimisme quant à leur issue. L'orientation, en France et en Belgique, est au contraire fort inquiétante. Que l'on prenne les problèmes par un bout ou par l'autre, c'est toujours au même di- lemme qu'on aboutit — fascisme, guerre ou Révolution victorieuse.

ES événements qui se sont déroulés ces jours derniers en Espagne républicaine peuvent être énumérés ainsi : reprise de la ligne de l'« Ebre par les forces fascistes, retrait des « volontaires internationaux », et le monstrueux « procès » contre les militants du P.O.U.M. Maintenant, on parle de la préparation d'une grande offensive fasciste que la reprise des terribles bombardements aériens ne fait que confirmer.

Malgré la bonne volonté des « quatre », le droit de belligérance n'a pas été accordé à Franco. On dit que c'est seulement une question ajournée.

Mais nous trouvons une indication précise de la façon dont se terminera la tragédie espagnole, dans le dernier discours d'Alvarez del Vayo, mi- nistre des Affaires étrangères de la République espagnole :

« Ce que ne sera pas assurée l'indépendance de l'Espagne, jusqu'au renouveau du dernier en- vahisseur, la lutte continuera. » (Le Populaire, n° 5770).

Voilà comment le Gouvernement de la Républi- que prépare la reddition de ce qui reste de l'Es- pagne au fascisme. A l'Allemagne et à l'Italie de retirer leurs légionnaires d'Espagne, et le Gouver- nement d'Espagne abandonnera la lutte.

Du reste, cette position du Gouvernement de Barcelone n'est pas nouvelle. Cette politique a été exposée dans les fameux 13 points de Negrin. On n'invite plus les prolétaires à accourir au « front international », pour la « guerre contre le fascisme international », mais on fête le retrait des volontaires internationaux « pour obli- ger l'Italie à retirer ses légionnaires ».

Avant de livrer l'Espagne au fascisme, le stalinisme veut compléter son œuvre d'extermination du prolétariat révolutionnaire. En effet, à la suite d'une timide opposition manifestée dans « C.N.T. », organe anarcho-syndicaliste de Madrid, exprimant le mécontentement de la jeunesse libertaire contre la politique réactionnaire stalinienne de l'« Ali- anza de la jeunesse antifasciste espagnole », les agents du Guépéou, Carillo, etc., menacent de nouvelles massacres. Cette opposition existant chez toute la jeunesse révolutionnaire de Barcelone, le terreur contre-révolutionnaire de Barcelone, est déjà définie par le stalinisme : « quinta columna », « agence de Franco », « trotskysme », etc.

Dans le souvenir du prolétariat internationaliste, nous nous souvenons de la jeunesse libertaire et révolutionnaire opérés pendant les Journées de mai et les conséquences qui suivirent, par la politique de capitulation et de trahison de l'anarcho-syndicalisme, pour ne pas comprendre les dangers de nouveaux massacres qui se prépa- rent... Le « front de la jeunesse révolutionnaire » est brisé par la politique de la C.N.T. - F.A.I., donnant carte blanche aux stalinistes pour assas- siner les jeunes révolutionnaires qui ne voulaient pas se soumettre à l'Alliance de la jeunesse anti- fasciste espagnole, dirigée par le Guépéou. Alfredo Martínez secrétaire de la jeunesse libertaire, ainsi que d'autres centaines de jeunes prolétaires payés par leur vie leur fidélité au F.J.R. trahi par les dirigeants de l'anarcho-syndicalisme.

Le bureau politique dénonce enfin publiquement les éléments trotskystes qui, après la condamna- tion rendue par les tribunaux publics, lesquels ont déclaré illégale leur organisation criminelle, s'in- troduisent dans certains partis et syndicats afin de les désorganiser de l'intérieur. » (Mundo Obre- ro, du 9-12-38).

Avec cette campagne, le stalinisme prépare d'au- tres assassinats. Les camarades Andrade, Gorki, et...

En septembre 1937, Ignace Reiss, trahi par ceux qu'il croyait ses camarades, était assassiné à Lausanne par le Guépéou. Cinq mois plus tard, Léon Sedoff, qui avait échappé par hasard, l'année précé- dente, à une tentative d'attentat à Mulhouse, mourut après quelques jours d'un mal qu'aucun des médecins ne sut préciser ni expliquer, et au cours duquel se plaça un acci- dent fatal et resté entièrement inexpliqué. C'était le 16 février 1938.

Cinq mois plus tard, le 14 juillet 1938, on apprenait la disparition de Rudolf Klem- ment, secrétaire de Trotsky à l'étranger.

Nous venons de le voir, le 14 décembre, — cinq mois encore. A quel crime le Guépéou s'ap- prête-t-il ?

Les journaux nous apprenent qu'au Mexique, on a arrêté un inconnu qui rôdait, le revolver à la main, sur le toit de Léon Trotsky.

Le Guépéou a-t-il désigné sa prochaine victime en Amérique, — ou ne serait-ce pas en France ?

Je donne ci-dessous une lettre de Léon Trotsky à M. Pagenel, juge d'instruction. Elle est datée du 24 août dernier. Je la donne à l'heure où, après un sommeil de...

Monsieur le Juge d'Instruction, Le 24 août 1938.

En complément à ma lettre du 19 juillet (2) j'ajoute aujourd'hui les considérations suivantes :

1. J'ai consulté des médecins compétents. Au « centre » où nous ne voulons, naturellement, s'avan- turer à opposer son opinion à celle des spécialistes français hautement qualifiés qui ont pratiqué l'autopsie. Mais les médecins qui j'ai consultés ont été unanimement d'accord sur le fait que le cours de la maladie et les causes de la mort n'ont pas été établis par l'investigation aussi com- plètement que les circonstances extraordinaires de ce cas l'eussent exigé.

2. L'insuffisance de l'investigation est confirmée le plus clairement par l'attitude du chirur- gien opérant, le docteur Talheimer, lui-même. Le Docteur Talheimer refusa de donner des expli- cations, invoquant le « secret professionnel ». La loi alloue ce droit à un médecin. MAIS LA LOI N'OBLIGE PAS UN MEDECIN A FAIRE USAGE DE CE DROIT. Dans le cas présent, le médecin a dû certainement avoir une raison spéciale pour se retrancher derrière le secret professionnel.

Quelle est la raison du docteur Talheimer ? Il ne peut aucunement être question, dans le cas donné, de sauvegarder des secrets appartenant au patient ou à sa famille. IL S'AGIT DONC DE SAUVEGARDE DU SECRET DU MEDECIN LUI-MEME. EN QUOI CONSISTE CE SECRET ?

Il n'y a aucune raison de suspecter le Docteur Talheimer d'actions criminelles. Mais il est absolument évident que LA MORT DE LEON SEDOFF AVAIT DECOULE NATURELLEMENT ET EVIDEMMENT DE LA NATURE MEME DE SA MALADIE. LE CHIRURGIEN N'AURAIT PAS LE MOINDRE INTERET, NI AUCUNE INCLINATION PSYCHOLOGIQUE A REFUSER DE DON- NER LES EXPLICATIONS NECESSAIRES.

En se retranchant derrière le secret professionnel, Le Dr. TALHEIMER AVOUER PAR LA MEME QU'IL Y A DES CIRCONSTANCES PARTICULIERES DANS LE COURS DE LA MALADIE ET DANS LES CAUSES DE LA MORT. CIRCONSTANCES PARTICULIERES A LA CLARI- FICATION DESQUELLES IL NE DESIRE PAS AIDER. Il est impossible de donner aucune autre interprétation de l'attitude du Docteur Talheimer.

Poursuivant un raisonnement rigoureusement logique, nous ne pouvons parvenir, dans les cir- constances données, qu'à cette conclusion que le médecin ne pouvait vouloir invoquer le secret professionnel que dans l'un des trois cas suivants :

a) S'il était intéressé à dissimuler SON PROPRE CRIME ; b) S'il était intéressé à dissimuler SA PROPRIETE NEGLECTENCE ; c) S'il était intéressé à dissimuler le crime ou la négligence de ses collègues, de ses colla- borateurs, etc., etc.

CE SILENCE PROVOCANT DE M. TALHEIMER AURAIT DU, PAR LUI-MEME, INDIQUER A L'INVESTIGATION JUDICIAIRE LE COURS A SUIVRE.

Il est nécessaire de découvrir, par tous les moyens, les circonstances qui motivent le fait que le chirurgien, M. Talheimer, veut se retrancher derrière le « secret professionnel ».

L'étranglement de la révolution espagnole

Gironella et autres centaines de prisonniers révo- lutionnaires sont sérieusement menacés. Cette campagne est déchaînée en même temps que le gouvernement Negrin veut d'accorder la liberté du culte, et tandis que le fascisme recom- mence son offensive. Il faut entreprendre une campagne internationale pour la libération de tous les prisonniers révolutionnaires avant qu'il ne soit trop tard.

L'anarcho-syndicalisme qui demeure au gouver- nement d'assassins de Barcelone, doit être dénoncé énergiquement. Toute concession à ces gens de- vient complétement avec le Guépéou.

Toute tentative de couvrir ou justifier la poli- tique des partis — en disant que la classe ou- vrière internationale est aussi coupable — qui ont participé au pouvoir avec la bourgeoisie et au front populaire — soit même pendant une



CIVILISATION CAPITALISTE. — Des prisonniers chinois servent de cibles vivantes aux nouvelles recrues japonaises s'entraînant à la baïonnette.

heure — qui ont contribué à la transformation de la guerre civile d'Espagne en une guerre contre-révolutionnaire, ne peut servir qu'à la confusion et aux ennemis de classe...

L'affirmation que l'on trouve dans un article de « Contre le Courant » n° 3, des camarades belges, de ce que « le prolétariat du monde est, lui aussi, coupable... » est une affirmation qui s'apparente à celles des anarchistes. La critique de « Contre le Courant » sur les anarchistes, est faite d'une façon unilatérale et ne peut pas servir à un travail de révision, par ce que derrière cette critique, on tente de couvrir la politique du P.O.U.M. pour les er- reurs de tactique des B.-L. en Espagne et pour la politique pestilentielle de la C.N.T. - F.A.I.

Sur le caractère de la guerre civile, sur les problè- mes de la révolution démocratique, minorités nationales, questions agraires, l'anarcho-syndica- lisme — de même que le P.O.U.M. — n'a fait qu'adopter les positions contre-révolutionnaires au front populaire Staline-Negrin-Azana.

Et sur les problèmes fondamentaux de la révo- lution prolétarienne, lutte pour le pouvoir, moyen- nant une insurrection prolétarienne pour abattre la vieille société, doctrine de l'Etat, problèmes de l'internationalisme et du parti, la C.N.T. et la F.A.I. n'ont pas dépassé les limites étroites petites- bourgeoises du socialisme-anarchiste utopique de Proudhon, Bakounine et autres théoriciens de l'anarchisme « fédéral ».

Mais si l'on tient compte de la politique du P.O.U.M. parti « marxiste révolutionnaire » du Bureau de Londres, sur ces problèmes, il est im- possible de penser que l'anarcho-syndicalisme eût pu faire un progrès dans la voie de la révolution prolétarienne.

Sur la première participation ministérielle de l'anarcho-syndicalisme, pendant le mois de sep- tembre 1936, le P.O.U.M. conseille et encourage cette participation et fait une série de démar- ches envers Largo Caballero afin de pouvoir par- ticiper lui aussi. Sa participation refusée, le P.O.U.M. déclare « soutenir le gouvernement Ca- ballero-Viana-Garcia Oliver, dans la mesure que celui-ci défend la révolution ».

Il est clair qu'après cette position, le P.O.U.M. se rendait responsable de la politique « d'intégra- tion » dans l'état bourgeois de l'anarcho-syndica- lisme, dès le premier jour des grands événements d'Espagne.

Pour que l'expérience d'Espagne puisse servir à quelque chose, une condition est indispensable : celle d'une critique honnête et juste de la poli- tique du P.O.U.M. et non couvrir celle-ci, comme le fait « Contre le Courant », autrement la critique contre la banquette de l'anarcho-syndicalisme ne pourra servir à rien.

Les erreurs des B.-L. dont parle « Contre le Cour- ant », pour pouvoir être comprises et rectifiées, doivent être d'abord recherchées chez les « B.-L. » de l'ex-gauche communiste, qui croyait avoir trouvé la voie juste avec la constitution du P.O.U.M., abandonnant le programme marxiste révolutionnaire internationaliste B.-L. de la IV<sup>e</sup> Internationale pour se mettre à la remorque ou à l'avant-garde du Bureau de Londres.

Pour le redressement du mouvement révo- lutionnaire, il faut commencer par là.

Jagoda - Jejev - Beria...

Harcelée par la contre-révolution capitaliste la bureaucratie stalinienne s'extermine

Comment aider les prolétaires d'U.R.S.S. à défendre les conquêtes d'Octobre

UN clore chasse l'autre. Jagoda céda la place à Jejev qui le fit jurer et con- damner ; Jejev céda à son tour la direction du Guépéou à Beria. L'« Humanité » a expliqué que cette der- nière mutation n'était due qu'à la santé ma- lade de Jejev, mais elle dénonce, elle dénonce bien mieux celui-ci comme un vulgaire com- plice de trotskysmes. Les nouvelles plus ré- centes indiquent que s'opère une épuration des collaborateurs de Jejev, qu'une enquête est ouverte par Vichinsky, que la femme de Jejev a obtenu le divorce.

Mutations, procès, exécutions, ce sont dé- sormais les principales nouvelles qui parvien- nent. Dans les Etats dictatoriaux et les phé- nomènes semblables s'observent ; cela suffit aux anarchistes — qui font un tintamarre sur Cronstadt bien moins destiné à faire la lu- mière sur cet épisode qu'à faire diversion sur les compromissions de leurs amis d'Espa- gne dans le Front populaire — pour identifier l'U.R.S.S. à l'impérialisme allemand. Mais cette identification, parce que toute super- ficieuse, est fautive dans tous les pays de dic- tature, les ruptures d'équilibre et les regrou- pements prennent inévitablement un caractè- re brutal ; un fonctionnaire puissant ne peut devenir un fonctionnaire moins puissant sans que le principe hiérarchique soit atteint, on le fait donc disparaître.

On ne peut sérieusement examiner une opé- ration comme le limogeage de Jejev que sous l'angle suivant : marque-t-il un renforce- ment ou un affaiblissement ? Marque-t-il une orientation nouvelle ? Laquelle ?

Aucune information ne permet d'avoir des certitudes ; c'est de la situation générale qu'on peut trouver des éléments pour s'orien- ter.

La bureaucratie soviétique, autour de Staline, a éliminé, depuis que commença en 1923 la crise en Union Soviétique, les formations politiques représentant les classes ou la pression des classes de la bureaucratie. La croissance politique de la bureaucratie, la victoire de Staline sur Trotsky et l'Opposi- tion de gauche, sur Boukharine et l'Opposi- tion de droite, furent avant tout le produit de l'épuisement des masses prolétariennes par la guerre civile et de l'exploitation des succès économiques engendrés par les forces productives libérées par la Révolution d'Octobre. Par contre, la politique propre de la bureaucratie soviétique, totalement empiri- que et à courte vue, menait la couche diri- geante chaque fois dans l'impasse ; d'où les tournants en épingle à cheveu que Staline opéra à plusieurs reprises. Ainsi, l'écroule- ment de la politique du social-fascisme as- surant la victoire de Hitler en Allemagne, l'amena à la politique inverse, celle du Front populaire.

A quoi a abouti la politique du Front popu- laire en U.R.S.S. ? C'est-à-dire à l'isole- ment de l'U.R.S.S. sur l'échiquier européen, à la maturation d'un mouvement de séces- sion en Ukraine qui, s'il commence, engendra inévitablement toutes les nationalités de l'Union Soviétique. Voilà où a mené le génie du « père des peuples », du « soleil des praï- ries ». Le super-Wrangal a posé ses fils de fer barbelés et menace de passer à l'offen- sive en un délai très bref. Il est très vrai- semblable que les couches dirigeantes sovié- tiques se divisent sur les deux voies possi- bles : réjouir marcher à la guerre, ou tenter de passer un accord avec Hitler. Pour réaliser l'une de ces orientations, il faut qu'un des courants écrase l'autre et que des boues émissaires soient livrés à l'opinion publique pour les échecs passés.

La bureaucratie s'extermine et les exigences de la contre-révolution, qui veut rétablir le système capitaliste en U.R.S.S., grandis- sent, certainement de l'intérieur comme de l'extérieur. Le prolétariat soviétique ne dis- pose pas d'organisations pour défendre ce qui reste des conquêtes d'Octobre et pour rétablir la dictature du prolétariat. De ces heures difficiles, il ne peut compter sur le « amis de l'U.R.S.S. » recrutés par le Guépéou en échange d'une avoine copieuse. Les véritables défenseurs de l'U.R.S.S., ce sont les militants révolutionnaires et, en premier lieu, les bolcheviks-léninistes, qui ont tou- jours dit la vérité sur l'Union Soviétique, qui ont dit ce qu'il fallait défendre et ce qu'il fallait balayer.

Dans la situation présente, le plus falla- bleux des appuis pour l'U.R.S.S., ce sont les traités, pactes et autres combinaisons diplomatiques genre pacte franco-soviétique. Les impérialismes français, anglais, améri- cain ont abandonné la « démocratie » de Tchecoslovaquie ; ils ne sont pas prêts à défendre la propriété collective et le mono- pole du commerce extérieur.

La défense de l'U.R.S.S. est absolument impossible par ses dirigeants actuels et leurs valets, par cette bureaucratie qui dit que de sa défense à elle, et dont une partie le fera même aux dépens de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. La défense de l'U.R.S.S. n'est possible que par la lutte ré- volutionnaire dans les pays capitalistes, dans la lutte de classes la plus acharnée, qui at- taquera et les impérialismes et la bureau- cratie soviétique. La lutte pour la construc- tion du parti révolutionnaire, c'est le véri- table moyen d'aider le prolétariat soviétique contre les dangers qui s'annoncent sur lui.

La défense de l'U.R.S.S. est absolument impossible par ses dirigeants actuels et leurs valets, par cette bureaucratie qui dit que de sa défense à elle, et dont une partie le fera même aux dépens de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. La défense de l'U.R.S.S. n'est possible que par la lutte ré- volutionnaire dans les pays capitalistes, dans la lutte de classes la plus acharnée, qui at- taquera et les impérialismes et la bureau- cratie soviétique. La lutte pour la construc- tion du parti révolutionnaire, c'est le véri- table moyen d'aider le prolétariat soviétique contre les dangers qui s'annoncent sur lui.

La défense de l'U.R.S.S. est absolument impossible par ses dirigeants actuels et leurs valets, par cette bureaucratie qui dit que de sa défense à elle, et dont une partie le fera même aux dépens de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. La défense de l'U.R.S.S. n'est possible que par la lutte ré- volutionnaire dans les pays capitalistes, dans la lutte de classes la plus acharnée, qui at- taquera et les impérialismes et la bureau- cratie soviétique. La lutte pour la construc- tion du parti révolutionnaire, c'est le véri- table moyen d'aider le prolétariat soviétique contre les dangers qui s'annoncent sur lui.

Note de la Rédaction

Ce numéro est le dernier de « LA COM- MUNE ». Nous avons voulu y définir les raisons de notre orientation nouvelle et don- ner un tableau vivant et riche du mouvement des travailleurs contre les décrets-lois.

Nous avons également tenu à reproduire l'analyse parue dans notre précédent numéro sur la grève du 30 novembre.

Nous demandons à tous les camarades de diffuser largement ce numéro.

Pour nos abonnés, nous leur enverrons en livres le montant de l'abonnement qui reste à courir. Nous leur demandons donc de nous adresser leurs commandes.

Le Gérant : Jeanne MARTIN. Imprimerie spéciale de « La Commune ». Journal composé et tiré par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Une autre lettre de Trotsky sur la mort de Léon Sedoff

Justice et police de France couvrent les crimes du Guépéou

Plusieurs mois — les vacances judiciaires que moi d'homme ne saurait empêcher ni troubler, — j'aurais semblé reprendre. Cette lettre contient plusieurs arguments décisifs dans la valeur et l'importance n'échappent à personne — sauf à qui voudra y échapper. M. Talheimer, chirurgien mondain, et aussi, chirurgien-chef à la Salpêtrière, que je cherchais vainement à joindre 24 heures du matin, la nuit où Léon Sedoff mourut, et qui arriva à la clinique à 10 heures du matin, en costume de cheval — M. TALLEMEUR N'ESQUIVERA PAS L'ALTERNATIVE EN TROIS TERMES QUI LUI EST POSÉE CI-DESSOUS.

Qui e-t-il défendu par son silence depuis dix mois ? Est-ce lui-même ? Je n'ai eu connaissance de la lettre que par la lecture d'un journal américain, le « Socialist Appeal », organe du Socialist Workers Party des U.S.A., où elle se trouvait traduite en anglais. J'ai donc dû la retraduire en français par mes propres moyens, et m'en excuses, si elle n'est pas parfaite. Je dois dire franchement que pareille supposition ne peut germer en l'esprit que d'une personne dont la conscience n'est pas tout à fait tranquille, ou d'une personne qui fréquente des cercles politiques hostiles à moi et à Léon Sedoff, ou des agents dans la citation ci-dessus est le même qui nous accompagnait, d'Asie cen- trale en Turquie, comme représentant des autorités soviétiques.

Je ne puis que répéter à ce sujet que ces cercles qui se préoccupent de l'exter- mination physique systématique des « trotskystes », il n'est alors pas difficile de supposer que CES RELATIONS AMICALES ONT PU, MEME A L'INSU DE M. SIMKOFF, ETRE UTILISEES POUR UN CRIME CONTRE LEON SEDOFF.

Quant au personnel de la clinique, en commençant par M. Jirmunsky, l'investigation poli- cière répète invariablement la formule d'une « non-participation » de ces personnes à la vie poli- tique active, considérant sans doute que cette circonstance la libère de la nécessité de pousser plus loin ses recherches. Cette façon de voir est absolument fautive. Il n'est pas question de per- sonnes qui mènent une activité politique publique, mais des agissements criminels du Guépéou, dans la plus grande élasticité.

10. Mais, Monsieur le Juge, sans une investigation sérieuse, approfondie et courageuse, les crimes du Guépéou ne pourront être découverts. Afin de donner une idée approximative des mœurs et des méthodes du Guépéou, je me reporte au magazine soviétique officiel « Octobre », du 3 mars de cette année. Un article et est consacré au procès spectaculaire qui aboutit à l'exécution de l'ex- dirigeant du Guépéou, Jagoda. « Lorsque l'on était son cabinet de travail », dit cette revue soviétique, « seul ou avec son second, Bulanoff, il était son masque. Il se dirigeait vers un coin de la pièce et ouvrait son trésor secret, l'armoire aux poisons. Il le regardait. Cette BESTE à figure humaine regardait ses flacons à la lumière, les répartissait pour ses futures victimes ». Jagoda est celui qui organisa notre déportation, à moi et à Léon Sedoff ; le Bulanoff mentionné dans la citation ci-dessus est le même qui nous accompagnait, d'Asie cen- trale en Turquie, comme représentant des autorités soviétiques.

12. Parmi les ennemis du Guépéou et ses victimes désignées, Léon Sedoff était au premier rang avec moi. Le Guépéou ne le quittait pas des yeux. DURANT DEUX ANNEES AU MOINS, LES GANGSTERS DU GUEPEOU TRAQUERENT LEON SEDOFF COMME UNE PROIE. Ces faits sont établis de manière irréfutable par l'historien du meurtre d'Ignace Reiss. Pourrions-nous supposer que le Guépéou perdît Léon Sedoff de vue durant son séjour à la clinique et eût pu laisser passer une occasion aussi favorable ? Les autorités chargées de l'investigation n'ont pas le droit de s'en tenir à cette supposition.

13. Monsieur le Juge, on ne saurait lire sans indignation le rapport de police signé HAURET et BOLET. A propos de la préparation d'une série d'attentats contre la vie de Léon Sedoff, les rapports déclarent : « Apparemment, son activité politique était réellement l'objet d'une surveil- lance assez serrée de la part de ses adversaires. » (4). Cette phrase seule montre l'innanité de l'en- quête policière. Alors qu'il est question de la préparation de l'assassinat de Léon Sedoff en France, la police française parle d'une « observation assez serrée » de la part d'anonymes « adver- saires » et ajoute le mot « apparement ». Monsieur le Juge ! LA POLICE N'AVAIT PAS L'IN- TENTION DE DECOUVRIR LA VERITE ; de même que, lors du vol de mes archives, elle ne découvrit rien ; de même qu'elle ne découvrit rien non plus dans l'assassinat d'Ignace Reiss ; de même qu'elle n'a pas l'intention de découvrir quel que soit dans le rap de Rudolf Klement.

DANS LA POLICE FRANCAISE ET PARMI SES PLUS HAUTS FONCTIONNAIRES, LE GUEPEOU A DE PUISSANTS COMPLICES. Des millions de tchérovnets sont dépensés rien que pour assurer l'impunité de la mafia stalinienne en France. A cela, il faut ajouter des considérations politiques et diplomatiques qui sont utilisées à loisir par les assassins à gages de Staline qui opèrent à Paris comme chez eux. C'EST POURQUOI L'INVESTIGATION SUR LA MORT DE LEON SEDOFF PORTE UN CARACTERE PUREMENT FICTIF.

Coyacan (Mexique), le 24 août 1938. Léon TROTSKY.

(1) Je rappelle que Léon Sedoff, qui venait de subir une opération chirurgicale, et semblait de nature patriotique, quoiqu'en un état de faiblesse extrême qui ne lui permettait pas même de se soulever sur ses oreillers, fut, quatre jours après cette opération, trouvé une nuit gisant à terre dans une autre chambre que celle qu'il occupait, avec sur l'abdomen un bleu large comme une main.

Aucun des médecins traitants n'a pu expliquer cela, ni n'a tenté de le faire. La police, la justice, non plus.

(2) Paru précédemment dans « La Commune » ; se reporter à la collection.

(3) Je n'ai jamais « appris » au Dr Jirmunsky que « Martin » était Léon Sedoff ; au soir de sa mort, le Dr Jirmunsky dit devant moi au commissaire de police qu'il apprenait « ce soir seulement » qu'il était M. Martin. Mais qui le lui a dit et à quel instant exactement ? — J.M.

(4) Citation retraduite de l'anglais.

(5) L'abandon des matières m'a obligé, en dernière heure, à couper deux passages. Je regrette de n'avoir pu l'éviter. — J.M.

Un « sympathisant bolchevik » !

4. D'après les informations de la police, le Dr Jirmunsky, le directeur de la clinique, était considéré comme un « sympathisant bolchevik » à l'heure actuelle, c'est une caractérisation très définitive. Cela signifie un ami de la bureaucratie du Kremlin et, dans ce cas, Jirmunsky déclara lui à ces paroles (3), nous devons conclure que M. Simkoff, qui informa par avance, par téléphone, Jirmunsky de l'arrivée du patient, echa à son collaborateur le plus proche l'identité réelle de l'ingénieur français Martin. Cela est très vraisemblable. En présence de l'infirmière Esmon, Simkoff, ainsi qu'il a été noté, parla en russe avec le patient. SIMKOFF AVAIT-IL DES RAISONS SPECIALES DE SE METTRE DE JIRMUNSKY ? Et quelles raisons, exactement ?

5. Un « sympathisant bolchevik », voilà une caractérisation très définitive. Ici, l'investigation s'arrête — à mi-chemin. Dans les conditions de l'émigration russe, cette « sympathie » aujourd'hui n'est plus qu'un bloc de médicaments français avec lequel on prend une attitude hostile envers l'émigration blanche.

De quel milieu M. Jirmunsky tire-t-il ses clients ? Les tire-t-il des milieux de l'ambassade soviétique, de la représentation commerciale, etc., ? Si oui, il est alors certain, sans doute aucun, que les agents du Guépéou les plus importants fai- saient partie de ses clients.

6. De toutes façons, il n'est rien dit dans les rapports de l'instruction judiciaire, des sym- pathies politiques de M. Simkoff. C'est là un fait.

7. Le Dr Simkov est collaborateur du périodique médical « L'Œuvre chirurgicale franco-russe ». Quel caractère

# Pour vaincre : Le parti international

## PROBLÈMES de construction de la 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Sur le problème de l'Internationale, les bolcheviks-léninistes du P.C.I. ont une position qui n'a pas varié. Il ne s'agit pas de postuler une nouvelle internationale, il faut en former le programme et il sera ainsi de se rendre compte que l'opposition de ceux qui se disent « partisans de la nouvelle Internationale » n'est que l'opposition à la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base de principes, bien souvent une opposition de programme.

La IV<sup>e</sup> Internationale a comme programme celui du bolchevisme; nombre de ceux qui s'affirment « pour la nouvelle Internationale » ont un programme confus, arbitraire un révisionisme fondamental sur les principes du bolchevisme.

Ces divergences entre les bolcheviks-léninistes du P.C.I. et des militants de la gauche révolutionnaire ne sont pas d'aujourd'hui, les plus graves, en particulier la conception d'un « Front populaire de combat » (qui a d'ailleurs été rejeté par la majorité du P.S.O.P.), ont trouvé leur nourriture.

Il ne nous semble pas que ce soit un système de discussion profitable. « La nouvelle Internationale » ou « IV<sup>e</sup> Internationale », IL FAUT POSER LE PROBLÈME DES DEUX PROGRAMMES, celui que l'on préconise pour la nouvelle et l'autre que l'on propose pour la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base d'une expérience loyale faite chaque jour dans une action disciplinée, le P.S.O.P. décidera.

Dans cette période de regroupement, les divergences entre partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale et partisans de la nouvelle Internationale ne sont pas sans importance. Il est une divergence fort importante parmi les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale eux-mêmes.

Les camarades du P.O.I., par exemple, croient juste de déclarer qu'ils sont eux la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous ne contestons pas qu'ils soient véritablement sur les positions programmatiques de la IV<sup>e</sup>, comme nous le sommes, mais que des camarades dans bien d'autres pays; nous ne pensons que de leur prétention d'être la IV<sup>e</sup> internationale, une méthode fautive pour le regroupement des forces révolutionnaires, et que cela nuit au développement du programme et l'organisation même de la IV<sup>e</sup>.

Il est vrai qu'il existe un programme, que ce programme trouve dans une aile avancée de la classe ouvrière un écho chaque jour grandissant; mais, dans cette aile avancée, en bien des pays, des militants se refusent, dans le même temps, à rejoindre la IV<sup>e</sup>. Mais il ne faut pas supposer le problème résolu par cette constatation. Supposer que les ouvriers se déplaceraient vers la IV<sup>e</sup> sans que ceux qui sont déjà aujourd'hui d'accord sur ce programme agissent de façon disciplinée pour le faire adopter, n'est pas marxiste.

La situation politique ne laissera pas beaucoup de place dans l'avenir aux idéologies centristes et poussera une couche toujours plus grande d'ouvriers à rejoindre la IV<sup>e</sup>. Mais il ne faut pas supposer le problème résolu par cette constatation. Supposer que les ouvriers se déplaceraient vers la IV<sup>e</sup> sans que ceux qui sont déjà aujourd'hui d'accord sur ce programme agissent de façon disciplinée pour le faire adopter, n'est pas marxiste.

Les expériences possèdent les ouvriers dans des voies bien différentes; la force d'attraction du mouvement des partisans de la IV<sup>e</sup> sera déterminante pour acquiescer à la confiance réelle d'ouvriers. La faillite du Centre officiel n'a pas profité au Centre officiel pour la IV<sup>e</sup>; si le P.O.I. s'est constitué, il serait faux de penser que cela est dû à des manœuvres de quelques individus; les méthodes du Centre officiel ont été des organisations ouvrières au lieu de les gagner.

Il ne suffit pas de baptiser « citrons pressés » des centristes qui, dans bien des cas, répondent au maître en gratifiant ses élèves de « bons croques ». Il s'agit d'adopter une méthode conséquente de regroupement de forces; ce ne serait plus la peine parait-il, les cadres marxistes sont prêts, écrit Léon Trotsky, « les militants de la IV<sup>e</sup> ne craignent ni les masses ni les cotillons ». C'est encore une fois la méthode Coué appliquée à la politique de formation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les bolcheviks-léninistes du Parti Communiste Internationaliste se sont refusés et se refuseront

## Pour triompher, la IV<sup>e</sup> Internationale doit avoir de justes méthodes de regroupement

LETTRE aux militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. (A toutes les Sections qui assisteront à la Conférence Internationale de septembre, convoquée par le Secrétariat International).

Chers Camarades,

L'ex-section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, Ligue Communiste Internationaliste, a reçu du « Bureau Américain-Oriental pour la IV<sup>e</sup> Internationale », une copie du journal « Socialist Appeal » (édité à New-York, 22 octobre 1938), contenant la résolution élaborée par le Congrès International de septembre sur la question mexicaine. Le 29 octobre, l'ancienne Ligue Communiste convoqua ses membres afin de discuter la résolution de la Conférence et c'est au nom de cette réunion plénière et en celui des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale du Mexique que nous nous adressons à vous pour vous dire ce qui suit :

La Conférence Internationale de septembre a résolu de ratifier toute la série de colonnités et de fausses insinuations que la Conférence Pan-Américaine orientale avait adoptées à l'avance et que nous avions répudiées.

La Conférence Internationale s'est déclarée solidaire du camarade Diego Rivera ainsi qu'avec les leaders de la Section américaine, sans prendre en considération les arguments que nous avons apportés par des voies diverses à la Conférence.

C'est avec un profond mécontentement que nous, B.-L. du Mexique, avons senti le coup de l'appareil international en prenant connaissance d'une résolution qui place au-dessus des intérêts de la classe ouvrière, et particulièrement au-dessus des B.-L. du Mexique, les amalgames et les amalgames de personnes qui ne représentent pas le mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique.

à ce genre de conceptions étrangères à toute pédagogie marxiste, procédant de l'ultimatum banal, si cher pendant toute une période aux stalinistes.

Non, pour nous, la IV<sup>e</sup> Internationale, comme organisation susceptible d'entraîner dans le combat des masses importantes de travailleurs, n'existe malheureusement pas encore. Le problème n'est pas résolu, il faut le résoudre et c'est ce qui rend nécessaire une collaboration honnête et sérieuse.

Nous avons bien des fois polémique sur les méthodes des organisations qui sont proclamées direction de la IV<sup>e</sup>; nous voudrions écarter de la discussion le procédé auquel Trotsky citait des victimes au lieu de démontrer la justesse de l'ultimatum. Nous avons répondu autrefois aux stalinistes que le nombre des victimes en Allemagne ne démontrait pas du tout que le parti communiste allemand avait combattu le fascisme. L'assassinat des militants du P.O.U.M. ne suffit pas à prouver que le P.O.U.M. avait raison. C'est une méthode trop facile que celle d'attribuer passivement les « bons » avec nos moyens d'un tel banal. Il n'est pas banal que la répression s'acharne sur les différentes écoles de révolutionnaires et particulièrement sur nous, trotskystes, mais il est banal de se réfuser à se parer de ses martyrs pour se refuser à une confrontation. On fait ainsi peser sur la discussion une mystique qui ne prépare pas à résoudre les problèmes avec la clarté nécessaire.

Nous ne retracerons pas les traits d'opportunistes inébranlables dans bien des sections officielles, nous appelons les camarades du P.O.I. pour qu'ils viennent avec nous au P.S.O.P. Dans l'expérience d'une lutte commune, par un examen fraternel des problèmes, nous bâtissons vraiment la IV<sup>e</sup> Internationale.

d'avoir une abondance de capitaux et de matières premières qui leur donnaient, jusqu'à présent, la domination économique et politique de la plupart des terres du globe. Ces puissances conservaient les caractéristiques essentielles de l'impérialisme d'avant-guerre, bien que la crise mondiale ait introduit des formes d'économie étatique :

- 1) Développement du capitalisme financier suivant les lois de l'accumulation et de la concentration du capital ;
- 2) Exploitation esclavagiste des colonies ;
- 3) Libertés démocratiques et syndicales et consolidation du réformisme ouvrier et d'un certain standard de vie pour les masses ouvrières des métropoles.

### la russie soviétique

La révolution prolétarienne, limitée et trahie au dehors, étouffée au dedans, aboutit par la « construction du socialisme dans un seul pays » à une dictature bureaucratique éhoulée dans l'esprit du prolétariat jusqu'à l'idée socialiste.

La Russie soviétique se trouve menacée en Europe par les visées allemandes, en Asie par celles du Japon, avec la complicité du capitalisme anglo-français (1).

### l'axe rome-berlin

Il domine la politique européenne depuis deux ans. Sa base consiste dans une répartition des buts expansionnistes de l'Italie et de l'Allemagne, celle-ci se réservant l'Europe Centrale et Orientale, celle-là le bassin méditerranéen.

Sa force réside dans l'identité des revendications de l'Italie et de l'Allemagne vis-à-vis des impérialismes « démocratiques », ainsi que dans les méthodes militaires et ultimatives de la diplomatie fasciste.

Sa faiblesse est essentiellement la faiblesse de l'Italie, incapable autant de supporter une longue lutte contre ses rivaux que de développer son économie et, d'autre part, dans les antagonismes qui subsistent en Europe centrale et orientale.

La dynamique de l'axe a permis à l'Allemagne de s'emparer de l'Autriche et de la région des Sudètes et aux deux pays, de s'installer dans l'Espagne franquiste.

(1) Ce chapitre a été adopté à la majorité de 9 voix sur 4 qui se sont portées sur la motion suivante :

« 1. La politique étrangère de l'Union soviétique, basée sur l'établissement d'un front démocratique de paix, a fait banqueroute ;

« 2. La banqueroute de cette politique a créé les dangers les plus sérieux pour l'existence même de l'Union soviétique ;

« 3. D'une manière semblable, le développement du régime bureaucratique de Staline est devenu un danger vital pour l'existence de l'Union soviétique. »

NOUS publions les documents qui suivent sur la crise de la Section bolchevik-léniniste du Mexique et la solution qui lui a été donnée par les camarades mexicains. Nous rappelons qu'une crise ayant eu lieu avec Diego Rivera, le Centre officiel pour la IV<sup>e</sup> internationale, avait manœuvré ces camarades. La Conférence Internationale couvrit ces manœuvres tout en proposant aux camarades de les réintégrer.

Nous publions une lettre de camarades d'Argentine aux B.-L. mexicains, ainsi que le texte de la lettre du Bureau Pan-Américain à ces camarades.

Ces deux lettres sont accompagnées d'un article sur la crise des B.-L. belges, paru dans le n° 138 de « La Commune » et traduit par les B.-L. mexicains en espagnol.

Nous sommes heureux que ces camarades aient compris la nécessité et l'importance des rapports entre tous les B.-L., des échanges de documents, dans la voie de l'unité des B.-L. du monde entier.

Nous déclarons que la Conférence Internationale a été trompée par les camarades Cannon, Schachtman et Cie qui, en représentation de Rivera, ont fait prendre sur le cas du Mexique une résolution qui péjore les principes fondamentaux de la démocratie prolétarienne au sein de la IV<sup>e</sup>. Nous, militants prolétariens de la IV<sup>e</sup>, avons été joués cyniquement.

Nous, B.-L. du Mexique, déclarons qu'en ce qui concerne le Mexique, l'appareil international brise notre volonté révolutionnaire. A travers chacun des mots de la résolution, l'appareil dévoile son but qui est de couvrir Rivera et toutes les erreurs commises par lui pendant sa permanence au Bureau politique et au Comité Central de notre organisation — erreurs que nous avons dénoncées.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Nous sommes nés dans la lutte communiste, nous opposant à un appareil monolithique, à la bureaucratie inflexible; nous ne devons donc pas permettre que dans nos rangs, naissent et se développent les défauts du bureaucratisme stalinien.

L'avenir de notre organisation internationale dépend non seulement de son programme, mais aussi et principalement de la tactique de lutte et de centralisme démocratique comme règle organique. C'est pour cette raison que nous, B.-L. mexicains, vous demandons d'appuyer notre proposition dans la ferme résolution de démontrer pratiquement la justesse de nos convictions et la juste position des camarades que nous avons dénoncés internationalement.

En plein respectabilité de nos actes, nous informons les camarades de l'organisation internationale de notre volonté inébranlable de continuer l'action IV<sup>e</sup> internationale, fidèles à la discipline de l'Internationale, et à la lutte dictée par son programme, mais nous dénonçons le procédé anti-démocratique, dont nous avons été victimes et nous invitons tous nos camarades du monde à s'opposer fermement à la conduite de nos leaders internationaux lorsqu'ils essaient de réaliser en d'autres pays, l'expérience qu'ils ont déjà réalisée avec la section mexicaine.

Profétaires de tous les pays, unissez-vous. Mexico, D. F., 5 novembre 1938.

LETTRE D'ARGENTINE AUX B.-L. MEXICAINS Chers Camarades,

J'ai reçu les circulaires que vous avez envoyées, de même que les bulletins. La question concernant la Ligue mexicaine et son conflit avec Rivera et les nord-américains, nous a beaucoup intéressés, et particulièrement moi qui suis allé à New-York il y a quelques années et connais les camarades du Socialist Workers Party. J'ai discuté ici cette question — et étant donné les faits — ces derniers semblent vous donner entièrement raison. Ce n'est pas le cas de laisser Moscou pour tomber à New-York.

De toutes façons, l'absence d'une organisation établie et reconnue nous empêche de poser ces questions, d'autant plus que nous sommes encore si peu nombreux. Cependant, ceci n'exclut pas que cette question attire notre attention comme elle le mérite, ni que nous en tenions compte pour aborder les futurs problèmes qui se posent dans la création de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ne cessez pas de nous envoyer vos publications.

Saluts révolutionnaires, Buenos-Aires, 21-9-38.

LETTRE DU BUREAU PAN-AMERICAIN AUX B.-L. MEXICAINS

Chers Camarades,

La Conférence Internationale de la IV<sup>e</sup> Internationale a reconnu officiellement notre bureau comme un organe international ayant comme tâche de réaliser, sous la direction du S.I., la coordination de nos forces dans ce continent et dans les pays du Pacifique.

La Conférence Internationale a adopté aussi une résolution spéciale concernant la question mexicaine. Cette résolution approuve les décisions prises par la pré-conférence Pan-Américaine et du Pacifique avec des amendements déclarant que les camarades Galicia et Fernandez devaient être immédiatement reconnus membres de la Section officielle, mais suspendus de tous les postes de direction pendant un an.

La résolution déclare en même temps que le camarade Diego Rivera ne sera pas inclus dans l'organisation officielle, mais demeurera un membre sans section.

La Conférence internationale ayant nommé le camarade C. pour la représenter au Mexique, le Bureau a décidé — au cours de sa dernière session et après avoir discuté et approuvé l'activité du camarade C. au Mexique, de la charger de toutes les démarches nécessaires pour la réorganisation de la section mexicaine, dans le sens de la résolution mentionnée plus haut.

Le Bureau constate une fois de plus que la résolution de la Pré-conférence ainsi que celle de la Conférence internationale, sont inspirées par le désir sincère de rassembler les rangs et reconstruire la politique de nos camarades socialistes sur la base du programme de la IV<sup>e</sup>, sans réminiscences contre tel groupe ou telle personne pour des actions passées.

Ceci demande, cependant, une compréhension complète de la crise que nous faisons par notre organisation internationale, et aussi l'acceptation complète de sa discipline organisationnelle. Dans ce sens, nous espérons que tous les camarades intéressés prendront leur responsabilité et collaboreront aux tâches de la construction d'un mouvement puissant de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique.

Fraternellement,  
LE SECRETAIRE.

l'attitude belliciste de l'Internationale communiste, de certains couches social-démocrates et de larges secteurs du mouvement syndical jette le trouble dans les esprits et crée les conditions politiques et psychologiques favorables au développement du fascisme international.

Les partis adhérant au F.O.I. s'interdisent de juger les événements internationaux autrement qu'en fonction des intérêts du prolétariat mondial solidaire de tous les opprimés.

Is affirment que le renversement des dictatures fascistes en Allemagne et en Italie ne peut être que l'œuvre des travailleurs allemands et italiens et non celle des impérialismes adverses.

Is déclarent que le devoir du prolétariat international est d'aider la lutte directe des travailleurs allemands et italiens contre le fascisme oppresseur.

Is constatent que le développement de la lutte des prolétariats dans les autres pays contre leurs propres bourgeoisies est la condition essentielle de cette aide aux travailleurs allemands et italiens et qu'au contraire toute forme de collaboration des prolétariats des pays « démocratiques » avec leur bourgeoisie (en particulier sous la forme de l'union sacrée) ne peut que démoraliser les travailleurs des pays fascistes.

D'une façon générale, tout progrès de la réaction capitaliste dans le monde renforce intérieurement les fascismes allemand et italien.

En se libérant eux-mêmes de l'exploitation capitaliste, les travailleurs des autres pays donneront une impulsion décisive à la lutte libératrice des travailleurs allemands et italiens.

En conséquence :

1) Les partis adhérant au F.O.I. décident de défendre énergiquement les conquêtes sociales, les libertés démocratiques et syndicales des travailleurs menacés par la militarisation des Etats « démocratiques ».

2) Is décident de s'opposer par tous les moyens à toute politique qui, sous prétexte de « défense de la démocratie contre le fascisme », lirait chaque prolétariat à son propre capitalisme et l'entraînerait aux côtés de celui-ci à la guerre impérialiste.

3) Is décident de s'opposer à toute union nationale et à toute union sacrée dont l'effet inflexible serait d'anéantir toute possibilité de lutte émancipatrice des travailleurs dans les pays fascistes comme dans les pays « démocratiques ».

4) Is décident de poursuivre, au cas où la guerre éclaterait néanmoins, de poursuivre par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences militaires et internationales, la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne...

(2) Ce paragraphe a été voté à la majorité de 6 voix contre 3 abstentions et trois voix qui se sont portées sur le texte suivant :

« Is décident, au cas où la guerre éclaterait néanmoins, de poursuivre par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences militaires et internationales, la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne... »

## L'ENTRÉE DANS LE P.S.O.P. et les divergences entre BOLCHEVICKS-LÉNINISTES

POUS avons toujours affirmé que la création du P.C.I. n'était aucunement le produit d'un cas personnel. Notre entrée au Parti Socialiste Ouvrier et Paysan le démontre. Nous renonçons individuellement au P.S.O.P. car nous considérons qu'il doit être un creuset pour le développement d'un parti révolutionnaire en France.

Quand nous disons « rentrée individuelle », nous savons très bien ce que cela veut dire; cela peut signifier que, malheureusement, étant donné les meurs sévissant actuellement dans le mouvement ouvrier, les adversaires de fondation peuvent utiliser le caractère de cette rentrée pour tenter d'éliminer certains de nos militants, et en particulier nos camarades Molinier, Frank ou d'autres camarades.

Les bolcheviks-léninistes du P.C.I. sont assez avertis pour comprendre qu'une attitude aussi nette, aussi assurée d'équilibre de leur part, peut permettre des manœuvres contre eux. Nous ne sommes pas des lâches. Nous pensons que l'utilisation des colonnités ou du résultat des colonnités lancées par d'autres est une chose bien dangereuse; les petites manœuvres passagères ne pourraient permettre une pareille méthode serait, dans la situation politique où nous en sommes, noyées.

« La sélection », par la colonne cédéra la place à la sélection réelle par la lutte révolutionnaire.

C'est parce que nous pensons que cette sélection s'opère dans la vie même et le développement du mouvement révolutionnaire, que le creuset de cette sélection peut être le P.S.O.P. NOUS AVONS DECIDE DE DISSOUDRE NOTRE ORGANISATION. Il s'agit pour nous de continuer sur le terrain de principes, l'œuvre de construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'entrer dans le P.S.O.P. même par l'entrée s'est posée, c'était exactement pour nous la même chose et nous le démontrons aujourd'hui une fois pour toutes. L'entrée dans le P.O.I. dans les conditions formulées et la situation où ce parti était, dans la situation internationale lamentable où est la IV<sup>e</sup> internationale, uniquement la liquidation des rangs, la liquidation de nos militants par le dégoût des crises internes, même en l'absence de ceux que le P.O.I. avait éliminés.

Le P.O.I. envisageait pas notre entrée comme un rassemblement de forces sur le même programme mais comme un procédé efficace contre quelques personnes, cette conception portait en elle le germe de difficultés inévitables de crises. C'est pourquoi, en dehors des cas personnels, nous avons demandé une discussion préalable commune qui nous a d'ailleurs été refusée.

A ce qui par ailleurs des cas personnels comme déterminant purement et simplement l'existence du P.C.I., l'exemple de notre entrée apportera le plus flagrant des démentis et devra en même temps les inciter à comprendre les raisons profondes de la crise des B.-L. et à étudier les nombreux documents qui ont été édités par notre organisation sur cette question. Nous les rappelons ici :

A) Brochure n° 1 sur la crise : rupture avec le S.F.I.O. ; exclusion de tous camarades comme capitalistes devant la gauche révolutionnaire et le social-patrimoine.

B) Brochure n° 2 sur la crise : tentative d'unification; manœuvres excessivement troubles et louches et gros problèmes de principes normales de la lutte révolutionnaire.

C) Lettre ouverte à Léon Trotsky.

Relatant toutes les polémiques odieuses contre notre organisation et ses militants, ces documents doivent être étudiés, doivent être connus des militants qui veulent être militants communistes et qui doivent y puiser non pas une agressivité contre les camarades du P.O.I. mais la connaissance du problème sur les raisons.

Il n'y a pas de questions qui nous embarrassent; les militants du P.C.I. sont sur ce point tous solidaires. Ils peuvent tous répondre des responsabilités qu'ils ont prises dans les conditions des plans de la lutte révolutionnaire, l'usine, à l'armée, pour le développement de l'activité de ses militants comme pour leur sécurité. Ceux qui nous ont niés sur les questions financières ne font qu'exploiter démagogiquement une aversion nationale justifiée pour les « financiers ». Ces problèmes se résoudront par l'expérience à leurs proportions normales et tout à l'avantage de nos militants.

Il n'y avait pas de questions personnelles; il n'y avait pas de cas personnels, il y avait et subsiste encore une conception du regroupement des forces révolutionnaires. Au sein du P.S.O.P. nos camarades entrés individuellement courent court aux colonnités, en premier lieu par l'exemple de leur dévouement et de leur activité révolutionnaire.

lité de lutte émancipatrice des travailleurs dans les pays fascistes comme dans les pays « démocratiques ».

4) Is décident de s'opposer à toute mesure matérielle et morale de réarmement, au vote des crédits militaires comme à toute atteinte aux revenus et aux droits des travailleurs ; ils décident d'agiter les couches de la population laborieuses pour qu'elles refusent de supporter plus longtemps les charges écrasantes du réarmement.

5) Is décident de poursuivre, au cas où la guerre impérialiste éclaterait néanmoins, une politique de défaitisme révolutionnaire (souhaiter et concourir à la défaite de son propre impérialisme) pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, détruire de fond en comble l'Etat capitaliste et instaurer un Etat prolétarien.

Is considèrent qu'une telle politique peut seule défendre efficacement ce qui restera des conquêtes de la grande révolution d'Octobre et contribuer en même temps à la renaissance du véritable pouvoir des Soviets (2).

6) Is décident de soutenir les travailleurs coloniaux dans leur effort d'organisation politique et syndicale et dans leur lutte de libération à la fois nationale — vis-à-vis de l'impérialisme — et sociale — vis-à-vis de la féodalité et du capitalisme — dans les colonies.

Is décident également de défendre les droits d'autodétermination des minorités nationales.

Is affirment que la lutte prolétarienne pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes aussi bien en Europe que dans les colonies est le seul moyen de contrecarrer l'exploitation des conflits nationaux par les impérialismes fascistes.

7) Is déclarent que le prolétariat international a le devoir d'appuyer le prolétariat espagnol pour la reconquête des positions perdues ; ils affirment que c'est là l'unique moyen de vaincre Franco, d'empêcher le partage de l'Espagne et l'établissement d'une dictature réactionnaire au profit du capitalisme international.

8) Is déclarent que la solution du problème de la guerre civile peut être obtenue que par la reconstruction d'une Europe, préside à celle du monde, sur une base fédérative et socialiste, seule susceptible d'unifier l'économie tout en respectant les droits de libre disposition des diverses nationalités.

(2) Ce paragraphe a été voté à la majorité de 6 voix contre 3 abstentions et trois voix qui se sont portées sur le texte suivant :

« Is décident, au cas où la guerre éclaterait néanmoins, de poursuivre par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences militaires et internationales, la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne... »

## analyse de la situation internationale

Elle est caractérisée essentiellement, dans l'époque actuelle de capitalisme en déclin, par l'expansion militaire et impérialiste des trois grandes puissances dépourvues de capitaux, de débouchés, de matières premières, et arrivées après les autres sur l'arène internationale.

1) L'Allemagne, sous la dictature de Hitler, a refait sa puissance militaire et industrielle, et repris sa politique d'avant-guerre : expansion vers l'est européen et vers l'Asie mineure, revendications coloniales.

Dans le premier cas, il lui faut briser l'hégémonie française, conséquence du traité de Versailles ; dans le second, il lui faut démanteler les empires coloniaux de la France et de la Grande-Bretagne, etc...

2) L'Italie, pays sans matières premières et sans capitaux, et pour laquelle le Traité de Versailles n'avait résolu aucun problème économique, reprend son offensive dans le bassin méditerranéen (expédition d'Espagne, intrigues dans le Proche Orient et en Tunisie), et dans l'Afrique (occupation de l'Ethiopie). Elle y rencontre l'Angleterre et la France.

Son potentiel économique et militaire, étant insuffisant, l'oblige de chercher un allié capable de soutenir ses revendications.

3) Le Japon, sous la domination d'une clique militaire-féodale, continue sa main-mise sur l'Asie Orientale et particulièrement sur la Chine, où il se heurte à l'U.R.S.S. au Nord, à l'Angleterre